

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 1414****30 septembre 2002****SOMMAIRE**

<b>Amex Finance (Luxembourg), S.à r.l., Münsbach ..</b>	<b>67854</b>	<b>Gerrard International Fund, Sicav, Luxembourg .</b>	<b>67836</b>
<b>Ansedonia S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67863</b>	<b>Gerrard International Fund, Sicav, Luxembourg .</b>	<b>67838</b>
<b>Auburn Investment S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67871</b>	<b>GUS Luxembourg Investments, S.à r.l., Luxem-</b>	<b>67855</b>
<b>Aviva Holdings Luxembourg, Luxembourg . . . . .</b>	<b>67841</b>	<b>bourg . . . . .</b>	<b>67855</b>
<b>Aviva Holdings Luxembourg, Luxembourg . . . . .</b>	<b>67842</b>	<b>GUS Luxembourg Investments, S.à r.l., Luxem-</b>	<b>67855</b>
<b>Axxion Strategie F.C.P. . . . .</b>	<b>67869</b>	<b>bourg . . . . .</b>	<b>67855</b>
<b>Banco Itaú Europa Fund Management Company</b>		<b>H.H. Agency International S.A. Hygiene and Health,</b>	
<b>S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67843</b>	<b>Luxembourg . . . . .</b>	<b>67858</b>
<b>Barclays European Investments Holdings S.A.,</b>		<b>Holmes S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67865</b>
<b>Luxembourg . . . . .</b>	<b>67855</b>	<b>Ibelange S.A. . . . .</b>	<b>67865</b>
<b>Berenberg Global Opportunity . . . . .</b>	<b>67868</b>	<b>International Manag'Men, S.à r.l., Luxembourg ..</b>	<b>67853</b>
<b>Berenberg Global Opportunity . . . . .</b>	<b>67868</b>	<b>International Manag'Men, S.à r.l., Luxembourg ..</b>	<b>67853</b>
<b>Beta International Management S.A.H., Luxem-</b>		<b>Joseph, S.à r.l., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67855</b>
<b>bourg . . . . .</b>	<b>67854</b>	<b>Joseph, S.à r.l., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67856</b>
<b>Beta International Management S.A.H., Luxem-</b>		<b>KB Lux Venture Capital Fund, Sicav, Luxembourg</b>	<b>67870</b>
<b>bourg . . . . .</b>	<b>67854</b>	<b>KBC Life Invest Fund . . . . .</b>	<b>67826</b>
<b>Beta International Management S.A.H., Luxem-</b>		<b>Lacuna FCP . . . . .</b>	<b>67869</b>
<b>bourg . . . . .</b>	<b>67854</b>	<b>Laumans Investments S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67860</b>
<b>(Les) Brasseurs Gourmands S.A., Luxembourg . .</b>	<b>67866</b>	<b>LO-Selection, Sicav, Luxembourg . . . . .</b>	<b>67840</b>
<b>Brazac Holding S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67857</b>	<b>LO-Selection, Sicav, Luxembourg . . . . .</b>	<b>67839</b>
<b>Burberry Luxembourg Investments, S.à r.l., Lu-</b>		<b>Medical Trials Analysis S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67864</b>
<b>xembourg . . . . .</b>	<b>67857</b>	<b>Melbourne S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67860</b>
<b>Capital Invest Converging Europe Umbrella Fund,</b>		<b>MMW Securities Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .</b>	<b>67869</b>
<b>Sicav, Luxembourg . . . . .</b>	<b>67872</b>	<b>MT Wealth Management Fund . . . . .</b>	<b>67828</b>
<b>Catoc S.A., Grevenmacher . . . . .</b>	<b>67856</b>	<b>Paper Stock International S.A., Luxembourg . . . .</b>	<b>67864</b>
<b>Cavelen S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67865</b>	<b>Powercom S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67863</b>
<b>Chanteloup S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67872</b>	<b>Resorts Estate Investment S.A., Luxembourg . . . .</b>	<b>67857</b>
<b>Citi Islamic Portfolios S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67838</b>	<b>Restaurant De Pefferkaer, S.à r.l., Huncherange .</b>	<b>67866</b>
<b>Compagnie Financière Française S.A., Luxem-</b>		<b>Sataf S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67871</b>
<b>bourg . . . . .</b>	<b>67870</b>	<b>Soletude, S.à r.l., Itzig . . . . .</b>	<b>67867</b>
<b>Credit Suisse Equity Fund (Lux) . . . . .</b>	<b>67851</b>	<b>1822-Struktur . . . . .</b>	<b>67843</b>
<b>Dewaplus, Sicav, Luxembourg . . . . .</b>	<b>67871</b>	<b>Taxis &amp; Ambulances Emile, S.à r.l., Bettembourg</b>	<b>67866</b>
<b>Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A.,</b>		<b>Tervita S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67865</b>
<b>Luxembourg . . . . .</b>	<b>67850</b>	<b>Transmed Holding S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67870</b>
<b>Dexia Nordic Private Bank Luxembourg S.A., Lu-</b>		<b>Vegofin Holding S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67864</b>
<b>xembourg . . . . .</b>	<b>67850</b>	<b>Villa Verde, S.à r.l., Roodt/Syre . . . . .</b>	<b>67858</b>
<b>Euro Assistance Services S.A., Luxembourg . . . .</b>	<b>67864</b>	<b>Vobis Participations S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67866</b>
<b>Fidessa (Luxembourg) S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67857</b>	<b>Yurorando Income Fund . . . . .</b>	<b>67869</b>
<b>Fortis Luxembourg-lard S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>67863</b>		

## **KBC LIFE INVEST FUND, Fonds Commun de Placement.**

—

Modifications du règlement de gestion du Fonds Commun de Placement KBC LIFE INVEST FUND:

### **Chapitre 1<sup>er</sup>. Le Fonds**

1.2. Il y a lieu de remplacer la phrase suivante:

«La devise de consolidation est le BEF. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, cette devise sera automatiquement convertie en Euros.» par

«La devise de consolidation est l'EUR»

### **Chapitre 2. La Société de Gestion**

2.3. Il y a lieu de remplacer les phrase suivantes:

«La Société de Gestion peut également nommer des agents administratifs et des conseillers en investissements.

La Société de Gestion peut obtenir des informations, des conseils et d'autres services de conseiller en investissements dont la rémunération sera à sa charge.» par

«La Société de Gestion peut nommer, pour le compte du Fonds, des agents administratifs et des conseillers en investissements.

La Société de Gestion peut également obtenir, pour son propre compte, des informations, des conseils et d'autres services de conseiller en investissements dont la rémunération sera à sa charge.»

2.4. Il y a lieu de remplacer les phrases suivantes:

«La Société de Gestion perçoit, en rémunération de son activité, une commission basée sur la valeur de l'actif net moyen de chaque compartiment du Fonds. Elle ne pourra pas dépasser 1% sur base annuelle. Le taux exact ainsi que la périodicité sont renseignés dans le prospectus.» par

«La Société de Gestion perçoit, en rémunération de son activité, une commission périodique telle qu'indiquée dans le prospectus, à un taux annuel pouvant varier selon les compartiments. Cette commission ne peut pas dépasser 1% de la moyenne des valeurs nettes d'inventaire de chaque compartiment pour les compartiments dont la politique d'investissement prévoit le placement de leurs actifs majoritairement dans d'autres OPC. Pour les compartiments dont la politique d'investissement prévoit le placement de leurs actifs nets en valeurs mobilières et en autres valeurs, la commission ne peut pas dépasser 1% par part sur base semestrielle, calculée sur le prix d'émission des parts pendant la période initiale de souscription.»

### **Chapitre 4. Objectifs et Politiques d'investissement**

Le titre «4.1. Objectifs et politiques d'investissement des compartiments» devient «4.1. Objectifs et politiques d'investissement des compartiments dont la politique d'investissement prévoit le placement de leurs actifs majoritairement dans d'autres OPC»

Le point 6.2.2. est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«6.2.2. Opérations portant sur des contrats à terme et des contrats d'options sur instruments financiers

A l'exception des opérations de gré à gré dont il est question sous le point 6.2.2.1 et 6.2.2.2 ci-après, les opérations qui sont visées ici ne peuvent porter que sur des contrats qui sont négociés sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

Sous réserve des conditions qui sont précisées ci-après, ces opérations peuvent être traitées dans un but de couverture ou dans un autre but.

6.2.2.1. Opérations qui ont pour but la couverture des risques de variation des taux d'intérêt

Dans le but de se couvrir globalement contre les risques de variation des taux d'intérêt, chaque compartiment peut vendre des contrats à terme sur taux d'intérêt. Dans le même but, il peut aussi vendre des options d'achat ou acheter des options de vente sur taux d'intérêt ou encore procéder à des échanges de taux d'intérêt dans le cadre d'opérations de gré à gré traitées avec des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.

En principe, le total des engagements ayant trait à des contrats à terme, des contrats d'options et des contrats d'échange sur taux d'intérêt ne doit pas dépasser la valeur d'évaluation globale des actifs à couvrir détenus par le compartiment concerné dans la devise correspondant à celle des contrats en question.

6.2.2.2. Opérations qui sont traitées dans un but autre que de couverture

A part les contrats d'option sur les valeurs mobilières et les contrats ayant pour objet des devises, chaque compartiment peut, dans un but autre que de couverture, acheter et vendre des contrats à terme et des contrats d'option sur tous types d'instruments financiers à condition que la somme des engagements qui découlent de ces opérations d'achat et de vente, cumulée avec la somme des engagements qui découlent des ventes d'options d'achat et des ventes d'options de vente sur valeurs mobilières et des opérations dont mention au point 6.2.2.3. ci-dessous, ne dépasse à aucun moment la valeur de l'actif net du compartiment concerné.

Les ventes d'options d'achat sur valeurs mobilières pour lesquelles le compartiment concerné dispose d'une couverture adéquate n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la somme des engagements qui sont visés ci-avant.

Dans ce contexte, les engagements qui découlent des opérations qui n'ont pas pour objet des options sur valeurs mobilières sont définis comme suit:

- l'engagement découlant des contrats à terme est égal à la valeur de liquidation des positions nettes des contrats portant sur des instruments financiers identiques (après compensation entre positions acheteuses et vendeuses), sans qu'il y ait lieu de tenir compte des échéances respectives,

- l'engagement découlant des contrats d'options achetés et vendus est égal à la somme des prix d'exercice des options composant les positions nettes vendeuses portant sur un même actif sous-jacent, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des échéances respectives.

La somme des primes payées pour l'acquisition des options d'achat et des options de vente en cours qui sont visées ici ne peut pas, ensemble avec la somme des primes payées pour l'acquisition des options d'achat et des options de vente sur valeurs mobilières dont il est question sous le point 6.2.1.1. ci-avant, dépasser 15% de la valeur de l'actif net de chaque compartiment du Fonds.

**6.2.2.3. Acheter et vendre des contrats à terme sur indices boursiers et des options d'achat ou de vente sur indices boursiers**

Procéder à des opérations de «swaps» sur un indice boursier (contrat au terme duquel une partie, dans le cadre d'un compartiment lié à un indice boursier, s'engage à payer périodiquement le rendement de ses investissements portant intérêts tandis que l'autre partie, elle, s'engage à payer un rendement lié à la performance de un ou plusieurs indices boursiers) dans le but d'assurer au patrimoine de chaque compartiment une gestion optimale du risque boursier. Les opérations de swaps doivent être traitées avec des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.

- lorsque l'opération est réalisée à titre de couverture contre le risque d'une évolution défavorable des marchés boursiers (vente de contrat à terme, achat d'options de vente et vente d'options d'achat), une corrélation suffisamment étroite devra exister entre la composition de l'indice utilisé et celle du portefeuille correspondant. Au surplus, le total des engagements ayant trait à des contrats à terme et des contrats d'options sur indices boursiers ne peut dépasser en principe la valeur d'évaluation globale des titres détenus par chaque compartiment dans les marchés correspondant à cet indice,

- si l'opération correspondant à une prise de position à la hausse (but autre que la couverture) (achat de contrats à terme, achat d'options d'achat et vente d'options de vente), les engagements qui en découlent ainsi que ceux ayant trait aux ventes d'options d'achat et de vente sur valeurs mobilières et ceux ayant trait aux opérations dont mention au point 6.2.2.2. ci-dessus, ne peuvent dépasser en montant la valeur de l'actif net de chaque compartiment. Les ventes d'options d'achat sur valeurs mobilières disposant d'une couverture adéquate n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des engagements ci-avant.

## **Chapitre 8. Emission de parts et procédure de souscription et de paiement**

Point 8.1. Il y a lieu de remplacer la phrase suivante

«La Société de Gestion se réserve le droit d'interrompre en tout temps ou d'arrêter définitivement et sans préavis l'émission de parts.» par

«Au cas où, pendant la période de souscription initiale d'un compartiment, la Société de Gestion estimerait que les conditions du marché ne justifient plus l'émission des parts de ce compartiment, elle peut décider de ne pas émettre des parts. De façon générale, la Société de Gestion se réserve le droit d'interrompre en tout temps ou d'arrêter définitivement et sans préavis l'émission de parts.»

Point 8.2. Il y a lieu de remplacer la phrase suivante

«Les parts peuvent être souscrites chaque jour bancaire ouvrable à Luxembourg auprès de la Société de Gestion et de la Banque Dépositaire jusqu'à 17.00 heures.» par

«Les demandes de souscriptions seront acceptées par la Société de Gestion et la Banque Dépositaire les jours ouvrables bancaires indiqués dans le prospectus.»

## **Chapitre 9. Rachat de parts**

Point 9.1. Il y a lieu de remplacer la phrase suivante

«Les parts peuvent être rachetées chaque jour bancaire ouvrable à Luxembourg auprès de la Société de Gestion et de la Banque Dépositaire jusqu'à 17.00 heures.» par

«Les demandes de rachat seront acceptées par la Société de Gestion et la Banque Dépositaire les jours ouvrables bancaires indiqués dans le prospectus.»

## **Chapitre 10. Conversion de parts**

Point 10.1.

Il y a lieu de supprimer la phrase suivante

«La conversion des parts d'un compartiment dans des parts d'un autre compartiment peut être demandée à tout moment.»

Il y a lieu de remplacer la phrase suivante

«La conversion peut être demandée chaque jour bancaire ouvrable à Luxembourg auprès de la Société de Gestion et de la Banque Dépositaire jusqu'à 17.00 heures.» par

«Les demandes de conversion seront acceptées par la Société de Gestion et la Banque Dépositaire les jours ouvrables bancaires indiqués dans le prospectus.»

## **Chapitre 11. Calcul de la valeur nette d'inventaire**

Dans le point 11.2, le point e) a été modifié et aura désormais la teneur suivante

«e) La valorisation des swaps utilisés nécessite la méthode suivante:

Les flux perçus par le Fonds (flux futurs générés par le portefeuille de titres et les autres valeurs) et reversés par celle-ci à la contrepartie, en vertu des contrats de swap, doivent être actualisés au Jour d'Évaluation au taux zéro-coupon swap correspondant à la maturité de chaque flux.

Les flux versés par la contrepartie au Fonds lors de l'échéance du compartiment (c'est-à-dire le capital prévu à l'échéance) sont actualisés au Jour d'Évaluation au taux zéro-coupon swap correspondant à la maturité de ce flux. La valeur des swaps résulte alors de la différence entre ces deux actualisations.

La valeur nette d'inventaire du compartiment sera donc égale à la valeur de marché du portefeuille augmentées (ou diminuées) de la valeur des swaps.

Le montant correspondant à la progression de l'indice et/ou du Panier jusqu'à l'échéance étant incertain, le marché se base, lors de la valorisation de ces flux (calcul de la valeur d'inventaire), sur une méthode de pricing communément utilisée et qui tient compte de différents éléments tels que la volatilité de l'indice et/ou du Panier, le taux d'intérêt, le taux de dividende moyen de l'indice et/ou du Panier et le niveau de celui-ci. Il s'agit donc d'une évaluation du montant probable qui sera versé par la contrepartie au Fonds à l'échéance du compartiment dans le cadre du contrat de swap. La méthode d'évaluation des contrats de swap utilisée par la Société de Gestion est basée sur la méthode de Black & Scholes et de Monte Carlo.»

### **Chapitre 13. Commissions et frais à la charge du Fonds**

13.1.1. Il y a lieu de remplacer la phrase suivante:

«La commission de la Société de Gestion, payable périodiquement à un taux annuel pouvant varier selon les compartiments, mais ne dépassant pas 1% de la moyenne des valeurs nettes d'inventaire de chaque compartiment déterminée chaque période.» par

«La commission de la Société de Gestion payable périodiquement tel qu'indiqué dans le prospectus, à un taux annuel pouvant varier selon les compartiments. Cette commission ne peut pas dépasser 1% de la moyenne des valeurs nettes d'inventaire de chaque compartiment pour les compartiments dont la politique d'investissement prévoit le placement de leurs actifs majoritairement dans d'autres OPC. Pour les compartiments dont la politique d'investissement prévoit le placement de leurs actifs nets en valeurs mobilières et en autres valeurs, la commission ne peut pas dépasser 1% par part sur base semestrielle, calculée sur le prix d'émission des parts pendant la période initiale de souscription.»

### **Chapitre 18. Modification du Règlement de Gestion**

Il y a lieu de remplacer la phrase suivante:

«Les modifications entreront en vigueur le jour de leur publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg.» par

«Les modifications entreront en vigueur à la date de signature du Règlement de Gestion mis à jour.»

Le 6 août 2002.

KBC LIFE FUND MANAGEMENT S.A.

Signatures

KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE

Banque Dépositaire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 4 septembre 2002, vol. 573, fol. 88, case 10. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(66018/022/161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2002.

## **MT WEALTH MANAGEMENT FUND, Fonds Commun de Placement.**

### **MANAGEMENT REGULATIONS**

#### **1) The Fund**

MT WEALTH MANAGEMENT FUND (hereafter referred to as the «Fund») organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated coproprietorship of securities and other assets, managed in the interest of its co-owners (hereafter referred to as the «shareholders») by BTM LUX MANAGEMENT S.A. (hereafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The assets of the Fund, which are held in custody by BANK OF TOKYO-MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A. (hereafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company and from those of any other funds managed by the Management Company. The shareholders' rights are represented by units (hereafter «shares»). By the acquisition of shares of the Fund, any shareholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the shareholders, the Management Company and the Custodian.

The Fund will be an umbrella fund consisting of different sub-funds (hereinafter referred to as «Portfolio» or the «Portfolios») (as defined hereafter) to be created pursuant to Article 4).

#### **2) The Management Company**

The Fund is managed on behalf of the shareholders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 6) hereafter, on behalf of the shareholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and of any securities and the exercise of all rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of each Portfolio.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the Fund's charge to the extent provided herein.

### 3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. BANK OF TOKYO-MIT-SUBISHI (LUXEMBOURG) S.A. has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days written notice delivered by the one to the other.

In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who will assume the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the shareholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary for the transfer of all assets of the Fund to the new Custodian. The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the law of March 30, 1988 on collective investment undertakings.

All cash and securities constituting the assets of the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the shareholders of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is based on the net assets of the Portfolios.

### 4) The Sub-Funds and Portfolios

The Management Company may, from time to time, with the consent of the Custodian, create Portfolios, which have different investment policies. The shares issued by the Management Company in relation to each Portfolio shall constitute shares of a category separate from the other share categories created in relation to other Portfolios.

A separate portfolio of investments and assets will be maintained for each Portfolio. The different portfolios of investment will be separately invested in accordance with an investment policy fixed for each Portfolio.

Any Portfolio may be dissolved upon decision of the Management Company with the consent of the Custodian as more fully described in Article 19) hereafter.

There may be created, within each Portfolio, two or more classes of shares whose assets will be commonly invested but whose characteristics differ as a result of different features, such as different level of fees, applying to each of them.

### 5) Investment Policy

Each Portfolio may invest in securities, money market instruments, deposits, derivatives and any other eligible assets in accordance with the principle of risk spreading. The detailed investment policy of each Portfolio will be set forth in the Fund's Prospectus as updated from time to time (the «Prospectus»).

### 6) Investment Restrictions

1) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, invest in securities of any one issuer, if the value of the holdings of a Portfolio in the securities of such issuer exceeds 10% of such Portfolio's total net assets, except that such restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by Member States of the Organisation for Economic Cooperation and Development («OECD») or their local authorities or public international bodies with European Union («EU»), regional or world-wide scope.

2) The Management Company may not invest, on behalf of any Portfolio, in securities of any single issuer if, as a result of such investment, the Fund owns more than 10% of any class of securities issued by any single issuer. The Management Company may not purchase securities of any company or other body if, upon such purchase, the Fund, together with other investment funds which are managed by the Management Company, would own more than 15% of any class of the securities of such company or body. This restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by member States of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or worldwide scope. The aforesaid limitations of 10% and 15%, to the extent that they refer to a specific kind of securities or a specific class of securities, shall not prevent any Portfolio from subscribing to 100% of one issue of certificates of deposit or of commercial paper of one specific issuer.

3) The Management Company may not make investments for the purpose of exercising control or management.

4) The Management Company may invest, up to 10% of the net assets of each Portfolio in shares or units of other collective investment funds. The acquisition of shares or units in a collective investment fund managed by the same Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control or by substantial direct or indirect holding shall be permitted only if the Management Company and any investment advisers appointed by it, do not charge any fee or cost on account of transactions in connection with such shares or units.

5) The Management Company may not purchase, on behalf of a Portfolio, real estate except that it may purchase and sell, on behalf of a Portfolio, securities that are secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

6) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, enter into transactions involving commodities, commodity contracts or securities representing merchandise or rights to merchandise and for the purposes hereof commodities includes precious metals, except that it may purchase and sell, on behalf of a Portfolio, securities that are secured by commodities and securities of companies which invest or deal in commodities.

7) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, purchase any securities on margin, (except that it may obtain such short-term credit as may be necessary for the clearance of purchases and sales of portfolio securities) or make short sales of securities or maintain a short position, except that it may make initial and maintenance margin deposits in respect of futures and forward contracts (and options thereon).

8) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, borrow other than borrowings which in the aggregate do not exceed 15% of the total net assets of such Portfolio, which borrowings may, however, only be made on a temporary basis.

9) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, invest more than 10% of the net assets of such Portfolio in securities which are not traded on an official stock exchange or other regulated market, except that such restriction shall not apply to securities issued or guaranteed by Member States of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope; provided however that this restriction shall not apply to money market instruments which are traded regularly.

10) The Management Company may not use the assets of a Portfolio to underwrite or subunderwrite any securities.

11) The Management Company may employ, on behalf of a Portfolio, techniques and instruments relating to transferable securities under the conditions and within the limits laid down by law, regulation or administrative practice provided that such techniques or instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. With respect to options:

a) the Management Company may not invest, on behalf of a Portfolio, in put or call options on securities unless:

i) such options are quoted on a stock exchange or dealt in on a regulated market including but not limited to an OTC market; and

ii) the acquisition price of such options does not exceed, in terms of premiums, 15% of the total net assets of such Portfolio;

b) the Management Company may not sell, on behalf of a Portfolio, call options on securities which it does not hold, except that the Management Company may, on behalf of a Portfolio, sell uncovered call options, provided that the aggregate of the exercise prices of such uncovered call options does not exceed 25% of the net assets of the relevant Portfolio and the Management Company is at any time in a position to ensure the coverage of the position taken as a result of the sale of such options;

c) the Management Company, on behalf of a Portfolio, may not write put options on securities unless such Portfolio holds sufficient liquid assets to cover the aggregate of the exercise prices of such options written.

12) The Management Company may, for the purpose of hedging currency risks, or for the purpose of pursuing a currency overlay strategy specifically described in the Prospectus for the relevant Portfolio, enter into swap contracts and forward currency contracts or write call options and purchase put options on currencies provided however that:

a) these transactions may only concern contracts which are traded on a regulated market operating regularly, being recognised and open to the public except that the Management Company may, on behalf of a Portfolio, also enter into forward sales of currencies or exchange currencies on the basis of private agreements with highly rated financial institutions specialised in these type of transactions;

b) the transactions made for a Portfolio in one currency may in principle not exceed the valuation of the aggregate assets of such Portfolio denominated in that currency nor exceed the period during which such assets are held provided however that this limitation shall not be applicable to hedging transactions intended to preserve the Yen or other currency value of shares, if such hedging policy is provided for in the investment policy of the relevant Portfolio. The Management Company may, on behalf of each Portfolio, purchase the currency concerned through a cross transaction (entered into through the same counterpart) should the cost thereof be more advantageous to the Portfolio concerned.

13) The Management Company may, on behalf of a Portfolio:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of portfolio securities, have outstanding commitments in respect of financial futures sales contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of such Portfolio's portfolio; and

b) for the purpose of efficient portfolio management, enter into financial futures purchase contracts in order to facilitate changes in the allocation of such Portfolio's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided that sufficient cash, short dated debt securities or instruments (other than the liquid assets referred to in 11 c) above), or securities to be disposed of at a predetermined value exist within such Portfolio to match the underlying exposure of any such futures positions. The aggregate commitments resulting from the entering into financial futures contracts and options on any kind of financial instruments may not, together with the amount of the commitments relating to the writing of call and put options on transferable securities, exceed at any time the net asset value of a Portfolio.

14) The Management Company may, on behalf of a Portfolio:

a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of a Portfolio's portfolio securities, sell call options on stock indexes or acquire put options on stock indexes. In such event the value of the underlying securities included in the relevant stock index option shall not exceed, together with outstanding commitments in financial futures contracts sold for the same purpose, the aggregate value of the portion of the securities portfolio to be hedged; and

b) for the purpose of the efficient portfolio management acquire call options on stock indexes mainly in order to facilitate changes in the allocation of such Portfolio's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided the value of the underlying securities included in the relevant stock index options is covered by cash, short dated debt securities and instruments (other than the liquid assets which may have to be held by a Portfolio pursuant to restriction 11 c) and 13b) above) or securities to be disposed of at predetermined prices;

provided however that the aggregate acquisition cost (in terms of premiums paid) of options on securities and index options purchased by the Management Company, on behalf of such Portfolio, shall not exceed 15% of the net assets of such Portfolio.

15) The Management Company may, on behalf of a Portfolio, sell interest rate future contracts for the purpose of achieving a global hedge against interest rate fluctuations. It may also for the same purpose write call options or purchase put options on interest rates or enter into interest rate swaps by private agreement with highly rated financial institutions specialised in this type of transactions. The aggregate of the commitments relating to future contracts, options and swap transactions on interest rates may not exceed the aggregate estimated market value of the assets to be hedged and held by a Portfolio in the currency corresponding to these contracts.

16) Each Portfolio may invest in securities subject to repurchase agreements concluded with high quality counterparties specialised in this type of transactions. Under such agreements, the seller agrees, upon entering into the contract, to repurchase the securities at a mutually agreed upon time and price, thereby determining the yield during the time of the agreement. This investment technique permits the Portfolio to earn a fixed rate of return isolated from the market fluctuations during such period. During the lifetime of a repurchase agreement, the Management Company may not sell the securities which are the object of the agreement either before the repurchase of the securities by the counterparty has been carried out or before the repurchase period has expired.

17) The Management Company may, on behalf of a Portfolio, lend portfolio securities of each Portfolio to third persons (for not more than 30 days and not in excess of 50% of the aggregate market value of the securities of a Portfolio) through a standardized securities lending system organized by Euroclear, Cedel Bank or other recognized clearing institutions or through a first class financial institution and will receive through such clearance agency collateral in cash or securities issued or guaranteed by a governmental entity of the OECD, or by their local authorities or by supranational institutions. Such collateral will be maintained at all times in an amount equal to at least 100% of the total valuation of the securities, and for the duration of the loan.

The Management Company need not comply with the investment limit percentages laid down above when exercising subscription rights attached to securities which form part of the assets of a Portfolio.

If such percentages are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company must adopt as a priority objective for its sales transactions for the Portfolio concerned the remedying of that situation, taking due account of the interests of the relevant Portfolio's shareholders.

Restrictions 1), 2), 3), 4) and 9) are not applicable to Portfolios which, in accordance with their investment policy and in accordance with the specific rules and restrictions set forth therein, invest in one or several open-end investment funds operating under the principle of risk spreading. Further, the Management Company may, in relation to any Portfolio, derogate to any of the aforesaid restrictions, in which case such amended restrictions shall be described for the relevant Portfolio in the Prospectus.

The Management Company, acting on behalf of the Portfolio, shall not sell, purchase or loan securities except the shares of the Portfolios, or receive loans, to or from (a) the Management Company (b) its affiliated companies (c) any director of the Management Company or its affiliated companies or (d) any major shareholder thereof (meaning a shareholder who holds, on his own account whether in his own or other name (as well as a nominee's name), 10% or more of the total issued outstanding shares of such a company) acting as principal or for their own account unless the transaction is made within the restrictions set forth hereabove, and, either (i) at a price determined by current publicly available quotations, or (ii) at competitive prices or interest rates prevailing from time to time, on internationally recognised securities markets or internationally recognised money markets.

The Management Company, on behalf of a Portfolio, may not grant loans or act as guarantor in favour of third parties.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interest of the shareholders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the shares of the Portfolios are placed.

## **7) Issue of shares**

Shares of a Portfolio shall be issued by the Management Company subject to payment therefor to the Custodian within such period thereafter as the Management Company may from time to time determine.

All shares within each Portfolio have equal rights and privileges. Each share of each Portfolio is, upon issue, entitled to participate equally with all other shares of such Portfolio in any distribution upon declaration of dividends in respect of such Portfolio and upon liquidation of the Portfolio.

Certificates for shares or confirmations of shareholding shall be delivered by the Management Company provided that payment therefor has been received by the Custodian.

The Management Company shall comply, with respect to the issuing of shares, with the laws and regulations of the countries where these shares are offered. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitely or limit the issue of shares at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring shares, if such a measure is necessary for the protection of the shareholders as a whole and the Fund.

The Management Company may:

- (a) reject at its discretion any application for purchase of shares;
- (b) repurchase at any time the shares held by shareholders who are excluded from purchasing or holding shares.

More specifically:

- a) The Management Company will not promote the sale of the Fund's shares to the public within the European Union («EU»), or any part of it.

b) None of the shares is registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the «1933 Act»). Except as described below, none of the shares may be offered, sold, transferred or delivered, directly or indirectly, in the United States of America or to any citizen or resident thereof («U.S. Person»).

For the purpose of restricting or preventing the beneficial ownership of Fund shares by any U.S. person, as defined above, except those U.S. Persons who purchase shares in a private placement, as provided above, the Management Company or its agent may:

(a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such shares by a U.S. Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. Person; and

(c) where it appears to the Management Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, compulsorily repurchase or cause to be repurchased from any such shareholder all shares held by such shareholder, in the following manner:

(i) the Management Company or its agent shall serve a notice (the «purchase notice») upon the shareholder appearing in the Register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his address appearing in the books of the Fund. The shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Management Company or its agent the share certificate or certificates (if any are issued) representing the shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the registration of such shares in the Register of shareholders;

(ii) the price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount equal to the per share net asset value of shares in the relevant Portfolio as at the applicable Dealing Day specified by the Management Company or the Dealing Day following the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with these Management Regulations;

(iii) payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares in the reference currency of the relevant Portfolio or, in the discretion of the Management Company, in any other freely convertible currency at the rate of exchange for the reference currency of the relevant Portfolio on the date of payment and will be deposited for payment to such owner with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Fund or its assets nor against the Management Company, the Custodian or any other person in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Portfolio. The Management Company shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Fund to perfect such reversion;

(iv) the exercise by the Management Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Management Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Management Company in good faith.

## **8) Issue Price**

The issue price per share of each Portfolio will be the net asset value per share of each Portfolio determined on the applicable Dealing Day and calculated in accordance with Article 10) hereafter.

Shares of a Portfolio are issued by the Management Company on every day defined as a «Dealing Day» for the relevant Portfolio in the Prospectus. Any application for purchase of shares to be dealt with on a specific Dealing Day, it must be received by the Management Company or the Custodian prior to such time as the Management Company may from time to time decide.

Shares in each Portfolio or class will initially be issued at an initial offer price determined by the Management Company. After the initial offering of shares of a Portfolio or class, the issue price per share of each Portfolio or class will be the net asset value per share determined for such Portfolio or class for the applicable Dealing Day. There may be added to the initial offering price or the applicable net asset value a sales charge of up to 3% of the initial offering price or such net asset value). Such sales charge shall be retained by the distributors acting in the placement of the shares.

Payment for shares must be made in the currency of the relevant Portfolio in the form of cash transfer to the order of the Custodian within the time specified by the Management Company for each Portfolio.

## **9) Share Certificate**

Any person or corporate body shall be eligible to participate in a Portfolio by subscribing for one or several shares, subject, however, to the provisions contained in Article 7) of these Management Regulations. The Management Company shall issue shares in registered form only. Fractions of shares shall be issued up to two (2) decimal places. Shares certificates shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. Certificates confirming ownership of fractional shares will not be issued. In the absence of a request for certificates, investors will be deemed to have requested that no certificate be issued in respect of their shares and a confirmation



of shareholding will be delivered instead. Where share certificates are requested a standard charge per certificate will be levied by the Registrar and Transfer Agent to cover the expenses resulting from the issue and the mailing of the certificate.

### **10) Determination of the Net Asset Value of Shares**

The net asset value of shares of each Portfolio (and, if applicable, of each class) shall be expressed in its relevant reference currency as a figure per share.

The net asset value of shares of each Portfolio will be determined by the Management Company on every day defined as a «Valuation Day» for the relevant Portfolio in the Prospectus, by dividing the value of the assets of the relevant Portfolio (and, if applicable, of each class) less the liabilities attributable to it (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) by the total number of shares of the relevant Portfolio (and, if applicable, of each class) outstanding and by rounding the resulting amount to the nearest cent of the relevant reference currency. To the extent possible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued on every Valuation Day.

Unless otherwise provided in the Prospectus, the assets of the Fund will be valued as follows:

(a) securities listed on a Stock Exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such Exchange or market. If a security is listed on several Stock Exchanges or markets, the last available price at the Stock Exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(b) securities not listed on any Stock Exchange or traded on any regulated market will be valued at their last available transaction price;

(c) securities for which no price quotation is available or for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently, and in good faith on the basis of their reasonable foreseeable sales prices;

(d) short term liquid assets will be valued at their amortised cost;

(e) values expressed in a currency other than the currency of the Portfolio concerned shall be translated to that currency at the applicable exchange rate.

Upon dealing in markets where the transaction costs are high the cost of dealing may be applied to the calculation of the net asset value. In order to maintain a single net asset value for subscriptions and repurchases the net movement of shares for any Dealing Day will determine the method of calculation of the net asset value. Where there are net subscriptions the dealing costs may be added to the total net assets; in the case where there are net repurchases the dealing costs may be deducted from the total net assets.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

For the purpose of determining the assets and liabilities of each Portfolio there shall be established a pool (each a «pool») of assets for each Portfolio in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of shares of each Portfolio shall be applied in the books of the Fund to the pool of assets established for that Portfolio and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated in equal part to all the pools of the relevant Portfolios;

(e) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any Portfolio, the net asset value of shares of such Portfolio shall be reduced by the amount of such dividends.

If separate classes exist within a Portfolio, the aforesaid allocations rules shall apply, mutatis mutandis, to such classes.

### **11) Suspension of Determination of Net Asset Value**

The Management Company may temporarily suspend the determination of the net asset value of a Portfolio and in consequence the issue and the repurchase of shares of such Portfolio in any of the following events:

- when one or more Stock Exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Portfolio, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Portfolio is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Portfolio is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication or of the computers used for the valuation of any investment of the Portfolio or if, for any reason, the value of any asset of the Portfolio may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Portfolio are rendered impracticable or if purchases and sales of the Portfolio's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension will be notified to those shareholders who have applied for issue, repurchase or conversion (if applicable) and shall be published in the manner described under the heading «Publications».

### 12) Repurchase

Unless otherwise provided in the Prospectus, shareholders may request the repurchase of their shares for any day defined as a Dealing Day for the relevant Portfolio. Any application for repurchase of shares must indicate the number of shares to be repurchased and must be received by the Management Company prior to such time as the Management Company may from time to time decide.

Repurchase will be made at such net asset value per share of the relevant Portfolio determined on the Dealing Day for which the application for repurchase of shares is applicable. Such repurchase request must be accompanied by the relevant share certificates (if issued).

No repurchase fee will be charged. Repurchase must be made in integral multiples of one share.

Payment of the repurchase price shall be made within the time specified by the Management Company provided that the share certificates (if issued) are received by the Management Company.

The Management Company shall ensure that each Portfolio maintains an appropriate level of liquidity, so that under normal circumstances repurchase of the shares of the Portfolio may be made promptly upon request by shareholders.

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where reimbursement was applied for.

### 13) Conversions

If several Portfolios exist and to the extent permitted and provided for in the Prospectus, shareholders wishing to convert shares of one Portfolio to shares of other Portfolios and vice versa will be entitled to do so on any Dealing Day of both relevant Portfolios, or on the next following common Dealing Day, by tendering the Share certificates (if issued) to the Management Company, accompanied with an irrevocable written conversion request.

Any conversion request should specify the number of shares to be converted, provided that the number of shares to be converted shall be more than the minimum number designated in the Prospectus. The number of shares issued upon conversion will be based upon the respective net asset value per share of the two Portfolios on the applicable Dealing Day and shall be calculated as follows:

$$N1 = \frac{NAV2 \times N2}{NAV 1}$$

N1: The number of shares to be issued upon conversion.

N2: The number of shares requested for conversion

NAV1: Applicable net asset value of shares to be issued upon conversion

NAV2: Applicable net asset value of shares requested for conversion which is converted into the reference currency of shares to be issued upon conversion at the applicable exchange rate on the applicable Dealing Day.

In order to be dealt with on a specific Dealing Day, applications for conversion must be received within the specific time for repurchase as described above.

There will be no conversion charge.

Conversion of shares between classes is, mutatis mutandis, available under the above conditions.

### 14) Charges of the Fund

The fees payable to the Management Company, any investment managers and/or investment advisers and/or sub-investment advisers, the Distributor and the Agent Member Company in Japan are fixed for the relevant Portfolio in the Prospectus.

The Custodian shall be entitled to receive out of the moneys of each Portfolio a custodian fee in accordance with usual practice in Luxembourg. Such fee is based on the total net assets of each Portfolio and is payable quarterly. Any reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian, and any custody charges of banks and financial institutions to whom custody of assets of a Portfolio is entrusted, shall be borne by such Portfolio.

The Fund and the Portfolios, as appropriate, will bear the following charges:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund;
- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Portfolios (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the fees and expenses of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of assets of the Portfolios, and of the Registrar and Transfer Agent, Administrative Agent, Domiciliary Agent and Paying Agent;
- legal expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the shareholders;
- the cost of preparing and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements, prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of shares of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the shareholders (including the beneficial holders of the shares), and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the daily net asset value of each Portfolio; the cost of preparing and distributing public notices to the shareholders; lawyers' and

auditor's fees; the costs incurred with the admission and the maintenance of the shares on the stock exchanges on which they are listed (if listed); and all similar administrative charges, including, unless otherwise decided by the Management Company, all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the shares.

All organisational expenses may be amortised in respect of each existing Portfolio over a period not exceeding five years. The setting-up costs of any newly created Portfolio will be borne by such Portfolio.

### **15) Accounting Year, Audit**

The accounts of the Fund and the Portfolios are closed each year on 31st December.

The Management Company shall appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by the law of March 30, 1988 regarding collective investment undertakings.

The Management Company or its appointed agent shall prepare audited annual accounts and unaudited semi-annual accounts for the Fund. The reports shall contain individual financial information on each Portfolio expressed in the reference currency of such Portfolio and consolidated financial information on the Fund, expressed in USD.

### **16) Dividends**

The distribution policy applicable to the relevant Portfolio or class is described in the Prospectus.

No distribution may be made as a result of which the net assets of the Fund would become less than the minimum as prescribed by Luxembourg law.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the relevant Portfolio or class.

### **17) Amendment of the Management Regulations**

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective five days after their publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

### **18) Publications**

The net asset value, the issue price and the repurchase price per share of each Portfolio will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company and the Custodian.

The audited annual reports and the unaudited semi-annual reports of the Fund are made available to the shareholders at the registered offices of the Management Company, the Custodian and any Paying Agent.

Any amendments to these Management Regulations, will be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

The amendments and any notices to shareholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the shares of the Fund are offered and sold.

### **19) Duration of the Fund and the Portfolios, Liquidation**

The Fund is established for an undetermined period. The Fund may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. The Fund will further be dissolved in any cases required under Luxembourg law. Any notice of dissolution will be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper.

Issuance of shares will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution of the Fund. The repurchase of shares remains possible, provided that the equal treatment of shareholders can be assured.

The Management Company will realise the assets of the Fund in the best interests of the shareholders and, upon instructions given by the Management Company, the Custodian will distribute the net proceeds of the liquidation, after deducting all liquidation expenses, among the shareholders in proportion of the shares held.

Each Portfolio is established for a period specified in the Prospectus.

By agreement between the Management Company and the Custodian, (i) a Portfolio may be liquidated at any time and shareholders of such Portfolio will be allocated the net sales proceeds of the assets of the Portfolio or (ii) a Portfolio may be liquidated at any time and shares of another Portfolio may be allocated to the shareholders of the Portfolio to be liquidated against contribution in kind of the assets of such Portfolio (to be valued by an auditor's report) to the other Portfolio. A liquidation and contribution as contemplated in (ii) can only be made if such liquidation is justified by the size of the liquidated Portfolio, by a change of the economical or political situation affecting the Portfolio or is made for any other reason to assure the best interest of the shareholders concerned.

In case of a liquidation as described in (i) above, the effective date of the liquidation will be notified to shareholders by mail or by fax.

In case of liquidation and contribution of a Portfolio as described in (ii) above, all shareholders of the Portfolio concerned will receive one month prior notice of such liquidation by mail.

If the net assets of a Portfolio fall below USD 1,000,000.- the Management Company will contemplate the dissolution of such Portfolio, unless otherwise provided in the Prospectus.

Until the effective date of the liquidation of a Portfolio, shareholders may continue to repurchase or convert their shares at the applicable net asset value reflecting provisions made to cover expenses resulting from the liquidation of the relevant Portfolio.

The liquidation or the partition of the Fund and/or any Portfolio may not be requested by a shareholder, nor by his heirs or beneficiaries.

## 20) Statute of Limitation

The claims of the shareholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

## 21) Applicable law, jurisdiction and governing language

Disputes arising between the shareholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries, in which the shares of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by shareholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations.

These Management Regulations have been executed on 23rd August, 2002 and become effective on 12th September, 2002.

Luxembourg, 23rd August, 2002.

BTM LUX MANAGEMENT S.A.

*as Management Company*

Signatures

BANK OF TOKYO-MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A.

*as Custodian*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2002, vol. 573, fol. 98, case 6. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(66492/260/497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2002.

## GERRARD INTERNATIONAL FUND, Société d'Investissement à Capital Variable, (anc. CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND).

Registered office: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 25.696.

In the year two thousand two, on the twenty-third of August.

Before us Maître Alex Weber, notary, residing in Bascharage, in replacement of Maître Reginald Neuman, notary, residing at Luxembourg, to whom remains the present deed,

Was held an Extraordinary General Meeting of Shareholders of CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND, a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable, having its registered office at Luxembourg, and entered in the company register at Luxembourg, section B, under number 25.696.

The meeting was opened at 11.00 a.m.,

Mrs Maryse Duffin, bank employee, with professional address in Luxembourg, 13, rue Goethe, being in the chair, who appointed as secretary Mrs Debra Adams, bank employee, with professional address in Luxembourg, 13, rue Goethe.

The meeting elected as scrutineer Mrs Julia Chapple, bank employee, with professional address in Luxembourg, 13, rue Goethe.

The Board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following

- Change the name of the Corporation from CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND to GERRARD INTERNATIONAL FUND, and amend Article one of the Articles of Incorporation of the Corporation accordingly.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, and the board of the meeting, will remain annexed to the present minutes.

III. The notices convening this extraordinary general meeting have been published

- in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1119 on the 23rd July 2002, and number 1193 on the 8th August 2002,

- in the newspaper «Luxemburger Wort», on the 23rd July 2002 and 8th August 2002,

- in the newspaper «Tageblatt», on the 23rd July 2002 and 8th August 2002.

Proof of those publications has been given to the meeting.

Notices convening this extraordinary general meeting have also been sent to the registered shareholders by mail on the 22nd July 2002, as has been proved to the meeting.

IV. As appears from the said attendance list, out of one million seven hundred ninety thousand eight hundred sixty one point six hundred forty (1,790,861.640) shares in circulation on the 23rd August 2002, eighteen thousand one hundred seven point six hundred sixty-three (18,107.663) shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

A first extraordinary general meeting held on the 19th July 2002, with the same agenda as the present, was not able to deliberate, failing the presence quorum required by article 67-1 of the law of the 10th of August 1915 on commercial companies.

In accordance with the same article, resolutions on the agenda will be adopted if voted by two thirds (2/3) of the shareholders present or represented, irrespective of the proportion of the outstanding shares which are present or represented at the meeting.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting took the following resolution:

*Sole resolution*

The meeting decides to change the name of the Corporation from CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND to GERRARD INTERNATIONAL FUND, and to amend Article one of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable» under the name of GERRARD INTERNATIONAL FUND.»

Votes for: 18,107.663

Votes against: /

Abstentions: /

Consequently the resolution is adopted.

*Costs*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed at eight hundred (800.-) euros.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the two versions, the English version will be prevailing.

There being no further business, the meeting is terminated at 11.15 a.m.

Whereof the present deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the bureau, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:**

L'an deux mille deux, le vingt-trois août.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage, en remplacement de son collègue dûment empêché Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg, lequel restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND, une société anonyme qualifiée de société d'investissement à capital variable, avec siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B, sous le numéro 25.696.

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures,

sous la présidence de Madame Maryse Duffin, employée de banque, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 13, rue Goethe,

qui désigne comme secrétaire Madame Debra Adams, employée de banque, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 13, rue Goethe.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Julia Chapple, employée de banque, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 13, rue Goethe.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- Changement de la dénomination de la société de CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND en GERRARD INTERNATIONAL FUND, et amendement de l'article premier des statuts coordonnés de la société.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par les membres du bureau et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées aux présentes.

III) L'assemblée a été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour et publiés:

- au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1119 du 23 juillet 2002, et numéro 1193 du 8 août 2002,

- dans le journal «Luxemburger Wort», le 23 juillet 2002 et 8 août 2002,

- dans le journal «Tageblatt», le 23 juillet 2002 et 8 août 2002.

La preuve de ces publications a été fournie à l'assemblée.

Des convocations ont aussi été envoyées aux actionnaires nominatifs par lettres le 22 juillet 2002 ce qui a été prouvé à l'assemblée.

IV) Il résulte de ladite liste de présence que sur les un million sept cent quatre-vingt-dix mille huit cent soixante et une virgule six cent quarante (1.790.861,640) actions en circulation au 23 août 2002, dix-huit mille cent sept virgule six cent soixante-trois (18.107,663) actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Une première assemblée générale extraordinaire ayant eu le même ordre du jour que la présente, s'était tenue en date du 19 juillet 2002 sans pouvoir délibérer, faute d'atteindre le quorum de présence requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Conformément au même article, la présente seconde assemblée délibère valablement quelque soit la portion du capital représentée, les résolutions devant être adoptées à la majorité de deux tiers (2/3) des votes émis.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris la résolution suivante:

*Seule résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société de CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND en GERRARD INTERNATIONAL FUND, et d'amender de l'article premier des statuts coordonnés de la société comme suit:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination GERRARD INTERNATIONAL FUND.»

Votes pour: 18.107,663

Votes contre: /

Abstentions: /

En conséquence la résolution est adoptée.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués à huit cents (800,-) euros.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise déclare que le présent acte rédigé en langue anglaise est suivi d'une version française; à la requête des personnes comparantes et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.15 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Duffin, D. Adams, J. Chapple, A. Weber.

Enregistré à Luxembourg, le 26 août 2002, vol. 14CS, fol. 32, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à ladite société sur sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial.

Luxembourg, le 5 septembre 2002.

R. Neuman.

(66873/226/132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2002.

**GERRARD INTERNATIONAL FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 25.696.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(66874/226/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2002.

**CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 60.953.

*Extract of the Annual General Meeting of shareholders held on 6th September, 2002 at 2.00 p.m.  
at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Luxembourg*

- The Meeting resolved to make a dividend distribution of USD 1,732.1411 per share.
- The Meeting resolved to re-elect Ms Jill Paitchel as Chairperson of the Board until the next Annual General Meeting of shareholders.
- The Meeting resolved to re-elect Mr John Alldis as Director until the next Annual General Meeting of shareholders.
- The Meeting resolved to re-elect Mr Simon Airey as Director until the next Annual General Meeting of shareholders.
- The Meeting resolved to re-elect Mr Philip W. Heston as Director until the next Annual General Meeting of shareholders.
- The Meeting resolves to re-elect Mr Mohammed Al-Shroogi as Director until the next Annual General Meeting of shareholders.
- The Meeting resolved to re-elect Mr Martin Tully as Director until the next Annual General Meeting of shareholders.
- KPMG AUDIT were re-elected as statutory auditors of the company for the accounting year started 1st April, 2002.

*On behalf of CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A.*

CITIBANK INTERNATIONAL PLC (LUXEMBOURG BRANCH)

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 2002, vol. 574, fol. 10, case 12. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(67795/014/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2002.

**LO-SELECTION, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R. C. Luxembourg B 71.379.

In the year two thousand and two, on the twenty-seventh day of August.

Before Us, Maître Martine Decker, notary residing in Wiltz, acting in replacement of Maître Paul Decker, notary, residing in Luxembourg-Eich, who shall remain depositary of the present deed.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders (the «Meeting») of LO-SELECTION (hereafter referred to as the «Company»), a société d'investissement à capital variable having its registered office in Luxembourg (R. C. Luxembourg B 71.379), incorporated by a deed of the Notary Maître Edmond Schroeder, on 31 August 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial»), Number 717 of 27 September 1999.

The meeting is declared open at 11.15 a.m. and is presided by Mrs. Francine Keiser, lawyer, residing in Luxembourg.

The Chairman appointed as secretary Mrs Ulrike Jacquin-Becker, lawyer, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Esther Boujard, lawyer, residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the undersigned notary to state:

I. That the agenda of this Meeting is the following:

1. To amend article 23 D. d.) of the Articles of Association to eliminate cross liabilities between the Sub-Funds.

2. To amend article 16 of the Articles of Association to allow the co-management of the Company with non-Luxembourg entities.

II. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the Chairman, the Secretary, the Scrutineer, the undersigned notary and the proxy holders will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing party will also remain annexed to the present deed.

III. That the convening notice has been sent by registered mail to all shareholders to their address indicated in the Register of Shareholders of the Corporation on August 12, 2002.

IV. That it appears from the attendance list that out of the 1,847,679.2 shares in issue, 1,021,305.1 shares are present or represented at the present Meeting.

V. The present Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on the agenda.

After deliberation, the Meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting decides to amend article 23 D. (d.) by deleting the last paragraph, so as to read as follows:

«**Art. 23 D. (d).** In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the portfolios pro rata to the net asset values of each portfolio.»

*Second resolution*

The Meeting decides to amend the last paragraph of article 16 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«**Art. 16. Last paragraph.**

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board may decide that part or all the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other Luxembourg and non-Luxembourg collective investment schemes or that part or all of the Sub-Fund will be co-managed amongst themselves. The prospectus issued by the Company and the co-management agreement which the Company shall execute shall define such co-management schemes.»

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed at 11.25 a.m.

*Evaluation of costs*

The above named persons declare that the expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, amount approximately to 950.- EUR.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text will be binding.

In faith of which we, the undersigned notary have set our hand and seal on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille deux, le vingt-sept août.

Par-devant Maître Martine Decker, notaire de résidence à Wiltz, agissant en remplacement de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg- Eich, lequel dernier restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires («l'Assemblée») de LO-SELECTION (la «Société»), une société d'investissement à capital variable ayant son siège social à Luxembourg (R. C. Luxembourg B 71.379),

constituée par acte du notaire Maître Edmond Schroeder, le 31 août 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 717 en date du 27 septembre 1999.

La séance est présidée par Maître Francine Keiser, avocat, demeurant à Luxembourg, et déclarée ouverte à 11.15 heures.

Le président désigne comme secrétaire Maître Ulrike Jacquin-Becker, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée élit aux fonctions de scrutateur Maître Esther Boujard, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour de cette Assemblée est le suivant:

1. Modification de l'article 23 D. d.) des statuts afin de supprimer la responsabilité solidaire entre les Sous-Fonds.

2. Modification de l'article 16 des statuts pour permettre la co-gestion de la Société avec des entités non luxembourgeoises.

II. Les actionnaires présents ou les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent seront renseignés sur urge liste de présence qui signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire soussigné, demeurera annexée au présent acte de façon à être enregistrée avec celui-ci au même moment auprès de l'Administration de l'Enregistrement.

Les mandats des actionnaires représentés, signés ne varietur par les parties présentes demeureront également annexés au présent acte.

III. La présente Assemblée a été convoquée par lettres envoyées à tous les actionnaires à leur adresse figurant sur le Registre des Actionnaires de la Société le 12 août 2002.

IV. Qu'il résulte de la liste de présence que sur 1.847.679,2 actions émises, 1.021.305,1 actions sont représentées à la présente Assemblée générale extraordinaire.

V. Que la présente Assemblée a été régulièrement convoquée et régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

L'Assemblée ayant considéré l'ordre du jour, les résolutions suivantes furent adoptées à l'unanimité:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 23 D. d.) en supprimant le dernier alinéa, afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 23 D. (d).** Au cas où un actif ou un engagement de la Société ne peut être attribué à un portefeuille déterminé, cet actif ou engagement sera attribué à tous les portefeuilles au prorata de leurs valeurs nettes d'inventaire respectives.»

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier le dernier alinéa de l'article 16 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 16. Dernier alinéa.**

Dans le but de réduire les charges opérationnelles et administratives, tout en permettant une plus grande diversification des investissements, le Conseil peut décider que tout ou partie des actifs de la Société seront cogérés avec des actifs appartenant à d'autres organismes de placement collectif luxembourgeois et non luxembourgeois ou qu'une partie ou la totalité du fonds seront cogérés entre eux-mêmes. Le prospectus émis par la Société et le contrat de cogestion que la Société exécutera définira de tels schémas de cogestion.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est alors clôturée à 11.25 heures.

*Estimation des frais*

Les comparants ci-dessus déclarent que les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes sortes qui incombent à la Société, en raison du présent acte, sont estimés à 950,- EUR.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par les présentes qu'à la demande des comparants ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la même date qu'en tête du présent, et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état civil et demeure, ils ont signé avec Nous, le présent acte.

Signé: F. Keiser, U. Jacquin-Becker, E. Boujard, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2002, vol. 136S, fol. 24, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 5 septembre 2002.

P. Decker.

(67635/206/115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2002.

**LO-SELECTION, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 71.379.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg-Eich, le 6 septembre 2002.

Pour la société

P. Decker

Notaire

(67636/206/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2002.

**AVIVA HOLDINGS LUXEMBOURG, Société Anonyme,  
(anc. COMMERCIAL UNION LUXEMBOURG HOLDING S.A.).**

Registered office: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 32.163.

In the year two thousand and two, on the sixteenth of September.

Before Us Maître Martine Weinandy, notary residing in Clervaux, acting in replacement of her colleague Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, who shall remain depositary of the present minutes.

Was held an extraordinary general meeting of the Corporation established in Luxembourg under the denomination of COMMERCIAL UNION LUXEMBOURG HOLDING S.A., incorporated under the denomination of COMMERCIAL UNION LUXEMBOURG S.A., pursuant to a deed of Maître Camille Hellinckx, then notary residing in Luxembourg, dated 16th November 1989, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 19 of 18th January 1990.

The Articles of Incorporation have been amended by several deeds of the same notary Camille Hellinckx and for the last time by a deed of the undersigned notary on 15th September 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 725 of 4th October 2000.

The meeting begins at four p.m., Mr William Gilson, General Manager, with professional address at 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Georgette Meis, Head of Compliance & Legal Services, with professional address at 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Miss Ines Escamilla Dufrenoy, Head of Legal Services, with professional address at 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

The Chairman then states:

I.- That this general meeting has been duly convened by registered mail to the shareholders on August 23, 2002.

The receipts are deposited on the desk of the bureau of the meeting.

II.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

To change the denomination of the company to AVIVA HOLDINGS LUXEMBOURG and to amend article 1 of the Articles of Incorporation accordingly.

III.- That the shareholders present or represented as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the bureau which, after signature *ne varietur* by the shareholders present, the proxyholders of the shareholders represented and the bureau of the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies to be filed at the same time.

IV.- That it results from that list that out of 6,000 shares of no par value, all the shares are duly represented at this meeting which consequently is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items on the agenda of the meeting.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting, after deliberation, passed the following resolution by unanimous vote.

*Resolution*

The denomination of the Company is changed to AVIVA HOLDINGS LUXEMBOURG.

As a consequence thereof Article one of the Articles of Incorporation of the Company shall henceforth read as follows:

«**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of AVIVA HOLDINGS LUXEMBOURG.»

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at four thirty p.m.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergencies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

**Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille deux, le seize septembre.

Par-devant Maître Martine Weinandy, notaire de résidence à Clervaux, en remplacement de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la société établie à Luxembourg sous la dénomination de COMMERCIAL UNION LUXEMBOURG HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, constituée sous la dénomination de COMMERCIAL UNION LUXEMBOURG S.A., suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 16 novembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 19 du 18 janvier 1990.

Les statuts de ladite société ont été modifiés à plusieurs reprises par le même notaire Camille Hellinckx et pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentaire en date du 15 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 725 du 4 octobre 2000.

L'assemblée est ouverte à seize heures sous la présidence de Monsieur William Gilson, «General Manager», avec adresse professionnelle au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Georgette Meis, «Head of Compliance & Legal Services», avec adresse professionnelle au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Mademoiselle Ines Escamilla Dufrenoy, «Head of Legal Services», avec adresse professionnelle au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par lettres recommandées aux actionnaires le 23 août 2002.

Les récépissés ont été déposés au bureau de l'assemblée.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Changement de la dénomination de la Société en AVIVA HOLDINGS LUXEMBOURG et modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

IV.- Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur 6.000 actions sans désignation de valeur nominale, toutes les actions sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider, quelle que soit la portion du capital représentée, sur les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée a approuvé l'exposé de Madame la Présidente et, après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

#### *Résolution*

La dénomination de la société est changée en AVIVA HOLDINGS LUXEMBOURG.

En conséquence, l'Article premier des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination AVIVA HOLDINGS LUXEMBOURG.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à seize heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: W. Gilson, G. Meis, I. Escamilla Dufrenoy, M. Weinandy.

Enregistré à Luxembourg, le 18 septembre 2002, vol. 136S, fol. 37, case 6. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2002.

Signé par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de son collègue Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent.

J. Elvinger.

(70558/230/110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2002.

#### **AVIVA HOLDINGS LUXEMBOURG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 32.163.

Statuts coordonnés suivant l'acte N° 1177 du 16 septembre 2002, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(70559/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2002.

**BANCO ITAÚ EUROPA FUND MANAGEMENT COMPANY, Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R. C. Luxembourg B 52.477.

Faisant suite à une résolution du Conseil d'Administration en date du 26 juin 2002, il est noté que le nouveau siège statutaire et adresse du principal établissement de la société, à compter du 3 juin 2002, est:

49, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Réquisition aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2002.

Pour STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2002, vol. 571, fol. 69, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59442/051/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

**1822-STRUKTUR, Fonds Commun de Placement.****VERWALTUNGSREGLEMENT****Art. 1. Der Fonds**

1. 1822-Struktur («der Fonds») ist ein nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg errichtetes, rechtlich selbstständiges Sondervermögen («fonds commun de placement à compartiments multiples») aus Investmentanteilen und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»). Es wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Die im Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden von der Depotbank verwahrt.

2. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Inhaber von Anteilen («Anteilinhaber»), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in dem Verwaltungsreglement geregelt, das von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt wird.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt jeder Anteilinhaber das Verwaltungsreglement sowie alle Änderungen desselben an.

3. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Jeder Anleger ist am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds beteiligt.

4. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilinhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilinhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilinhaber der anderen Teilfonds getrennt.

5. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 5 des Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

6. Die im Verwaltungsreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar. Gleiches gilt für nicht abgeforderte Liquidationserlöse im Sinne vom Artikel 12 Absatz 4 des Verwaltungsreglements.

7. Das Netto-Fondsvermögen (Fondsvermögen abzüglich der dem Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten) muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von 1,25 Millionen Euro erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Fondsvermögen der Teilfonds ergibt.

8. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Teilfonds auflegen. Teilfonds können nicht auf bestimmte Zeit errichtet werden.

9. Teilfonds können zwar nicht zusammengelegt, aber von der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, insbesondere in den Fällen einer wesentlichen Veränderung wirtschaftlicher und/oder politischer Rahmenbedingungen oder im Interesse einer wirtschaftlichen Rationalisierung. Die Auflösung eines Teilfonds wird mindestens dreißig Tage zuvor entsprechend Artikel 15 Absatz 5 des Verwaltungsreglements veröffentlicht. Für sämtliche nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht eingeforderte Beträge gilt Artikel 12 Absatz 4 Satz 3 des Verwaltungsreglements entsprechend.

**Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft**

1. Verwaltungsgesellschaft ist die INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet das Fondsvermögen - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - im eigenen Namen, jedoch ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder sowie sonstige natürliche oder juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik betrauen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft darf dem jeweiligen Teilfonds weder Ausgabeaufschläge noch Rücknahmeabschläge sowie keine Verwaltungsvergütung für die im Fondsvermögen gehaltenen Investmentanteile berechnen, wenn das betreffende Investmentvermögen von ihr oder einer konzernzugehörigen Gesellschaft verwaltet wird. Bei der

Verwaltungsvergütung wird dadurch erreicht, dass die Gesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Investmentvermögen entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Investmentvermögen berechnete Verwaltungsvergütung kürzt.

### **Art. 3. Die Depotbank**

1. Depotbank für den Fonds ist die DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds und seiner Teilfonds beauftragt. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement und dem Depotbankvertrag.

3. Alle flüssigen Mittel, Investmentanteile und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte des Fonds und seiner Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements verfügt werden darf.

Auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft dürfen Bankguthaben auf Sperrkonten bei anderen Kreditinstituten unterhalten werden. Die Anlage von Mitteln des Fondsvermögens eines Teilfonds in Bankguthaben bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Bankguthaben bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Sie darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankguthaben zu überwachen.

Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen beauftragen, sofern die Investmentanteile an einer ausländischen Börse oder an einem anderen im Ausland befindlichen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden oder nur im Ausland lieferbar sind.

4. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

- Anteile des jeweiligen Teilfonds auf die Zeichner gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements übertragen;
- aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den jeweiligen Teilfonds erworben bzw. getätigt worden sind;
- aus den gesperrten Konten die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Devisenterminkontrakten leisten;
- Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte, die für einen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen;
- den Rücknahmepreis gemäß Artikel 8 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteile auszahlen;
- die Erträge des Vermögens des jeweiligen Teilfonds auszahlen.

5. Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, dass:

(a) alle Vermögenswerte des Teilfonds unverzüglich auf den gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen, der Kaufpreis aus dem Verkauf von sonstigen Vermögenswerten, anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und jeglicher eventueller Ausgabesteuern, und unverzüglich auf den gesperrten Konten des Teilfonds verbucht werden;

(b) der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung eines Teilfonds vorgenommen werden, den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäß erfolgt;

(c) die Berechnung des Netto-Fondsvermögens und des Wertes der Anteile den gesetzlichen Vorschriften und dem Verwaltungsreglement gemäß erfolgt;

(d) bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;

(e) die Erträge des Fondsvermögens gemäß dem Verwaltungsreglement verwendet werden;

(f) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden;

(g) sonstige Vermögenswerte höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 5 angemessen ist, und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet;

(h) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Finanzinstrumenten eingehalten werden.

6. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die im Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung.

Die Depotbank entnimmt den gesperrten Konten nur mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die in Artikel 9 des Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen zu Lasten des Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

7. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Vermögen des Fonds oder des jeweiligen Teilfonds nicht haftet.

Die vorstehend unter dem ersten Gedankenstrich getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung dieser Ansprüche durch die Anteilhaber nicht aus.

8. Die Depotbank ist berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Falle ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, den Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements aufzulösen oder innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ebenfalls berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. Eine derartige Kündigung hat notwendigerweise die Auflösung des Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements zur Folge, sofern die Verwaltungsgesellschaft nicht zuvor eine andere Bank mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde zur Depotbank bestellt hat, welche die gesetzlichen Funktionen der vorherigen Depotbank übernimmt.

#### **Art. 4. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen**

1. Das Hauptziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds besteht in der Erwirtschaftung eines angemessenen Kapitalwachstums bei gleichzeitiger Geringhaltung wirtschaftlicher und politischer Risiken sowie des Währungsrisikos.

2. Zu diesem Zweck wird das Fondsvermögen der einzelnen Teilfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu mindestens 51% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens in Anteilen und Aktien («Investmentanteile») von Organismen für gemeinsamen Anlagen («OGA») angelegt.

Der Erwerb von Investmentanteilen von OGA des geschlossenen Typs ist ausgeschlossen. Es dürfen nur Investmentanteile von OGA erworben werden, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben (offener Typ) und deren Anlagepolitik mindestens dem Grundsatz der Risikostreuung im Sinne der Regeln für Organismen für gemeinsame Anlagen nach Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen folgt. Der Erwerb von Investmentanteilen von OGA, deren Anlagepolitik ihrerseits auf die Anlage in Investmentanteilen von OGA ausgerichtet ist, ist nicht gestattet, unbeschadet der Regelung in Absatz 5 Buchstabe c.

Das Vermögen der einzelnen Teilfonds wird nur in Investmentanteilen von OGA des offenen Typs angelegt, die in einem Mitgliedsstaat der Europäischen Union, in einem anderen Vertragsstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum oder in einem Mitgliedsstaat der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung aufgelegt worden sind und die, sofern der OGA nicht von einer Gesellschaft mit Sitz in der Bundesrepublik Deutschland verwaltet wird, nach dem Auslandsinvestment-Gesetz der Bundesrepublik Deutschland dort öffentlich vertrieben werden dürfen und/oder in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investitionsaufsicht unterliegen.

Es dürfen Investmentanteile folgender Arten von OGA, die keine Spezialfonds sind, erworben werden:

(a) Geldmarkt-OGA, die nach den Vertragsbedingungen oder der Satzung überwiegend in Bankguthaben und/oder Geldmarktpapieren mit einer restlichen Laufzeit von höchstens 12 Monaten investieren («Geldmarktfonds»);

(b) Wertpapier-OGA, die nach den Vertragsbedingungen oder der Satzung überwiegend in Aktien («Aktienfonds») oder überwiegend in verzinslichen Wertpapieren («Rentenfonds») oder überwiegend in Aktien und verzinslichen Wertpapieren («gemischte Wertpapierfonds») investieren;

(c) Grundstücks-OGA, die nach den Vertragsbedingungen oder der Satzung direkt oder durch mehrheitliche Beteiligung an Grundstücksgesellschaften überwiegend in Liegenschaften wie Geschäftsgrundstücken, Mietwohngrundstücken oder gemischt genutzten Grundstücken investieren («Immobilienfonds»).

3. Bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens eines Teilfonds dürfen in Bankguthaben bei der Depotbank oder bei anderen Kreditinstituten und/oder in regelmäßig gehandelten Geldmarktpapieren (Einlagenzertifikate von Kreditinstituten, unverzinsliche Schatzanweisungen und Schatzwechsel des Bundes, der Sondervermögen des Bundes oder der Bundesländer der Bundesrepublik Deutschland sowie vergleichbare Papiere der Europäischen Gemeinschaften oder von anderen Staaten, die Mitglieder der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung sind) gehalten werden («Flüssige Mittel»). Die vorgenannten Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt ihres Erwerbs für den Teilfonds eine restliche Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben. Einlagenzertifikate desselben Kreditinstituts dürfen nicht mehr als 10% des Netto-Fondsvermögens ausmachen.

Flüssige Mittel können auch auf eine andere Währung als die Währung des Teilfonds lauten.

#### **4. Finanzinstrumente**

4.1 Die Verwaltungsgesellschaft darf für einen Teilfonds im Rahmen der ordnungsgemäßen Verwaltung seines Fondsvermögens Devisenterminkontrakte abschließen sowie Optionsrechte zum Erwerb oder zur Veräußerung von Devisen oder eines Devisenterminkontraktes oder auf Zahlung eines Differenzbetrags, der sich an der Wertentwicklung von Devisen oder eines Devisenterminkontraktes bemisst, einräumen oder erwerben. Optionsrechte im Sinne von Satz 1, deren Optionsbedingungen das Recht auf Zahlung eines Differenzbetrags einräumen, dürfen nur eingeräumt oder erworben werden, wenn die Optionsbedingungen vorsehen, dass

a) der Differenzbetrag zu ermitteln ist als ein Bruchteil, das Einfache oder das Mehrfache (Differenzbetragsmultiplikator) der Differenz zwischen dem

(1) Wert des Basiswerts zum Ausübungszeitpunkt und dem Basispreis oder

(2) Basispreis und dem Wert des Basiswerts zum Ausübungszeitpunkt,

b) bei negativem Differenzbetrag eine Zahlung entfällt.

Geschäfte, die andere Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nicht abgeschlossen werden.

4.2 Die Verwaltungsgesellschaft darf Geschäfte tätigen, die zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen organisierten Markt einbezogene Finanzinstrumente gemäß Absatz 4.1 zum Gegenstand haben.

Geschäfte, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen organisierten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nur mit geeigneten Kreditinstituten und Finanzdienstleistungsinstituten

ten auf der Grundlage standardisierter Rahmenverträge getätigt werden. Diese Geschäfte dürfen mit einem Vertragspartner nur insoweit getätigt werden, als der Verkehrswert der insgesamt mit diesem Vertragspartner für Rechnung des Teilfonds getätigten Geschäfte, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 5% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreitet. Bei Überschreitung der vorgenannten Grenze darf die Verwaltungsgesellschaft weitere Geschäfte mit diesem Vertragspartner nur tätigen, wenn diese zu einer Verringerung des Saldos führen. Überschreitet der Saldo aller Ansprüche aus offenen, mit dem Vertragspartner für Rechnung des Teilfonds getätigten Geschäften, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 10% des Netto-Fondsvermögens zugunsten des Teilfonds, so hat die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich diese Grenze wieder einzuhalten. Konzernunternehmen gelten als ein Vertragspartner.

Die Verwaltungsgesellschaft darf in Wertpapieren verbriefte Finanzinstrumente erwerben, wenn

(a) sie an einer Börse in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem anderen Vertragsstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum oder in der Schweiz zum amtlichen Markt zugelassen oder in einen anderen organisierten Markt in einem Mitgliedstaat oder in einem anderen Vertragsstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum oder in der Schweiz einbezogen sind, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist,

(b) ihre Zulassung an einer der genannten Börsen zum amtlichen Markt oder ihre Einbeziehung in einen der genannten organisierten Märkte nach den Ausgabebedingungen zu beantragen ist und die Zulassung oder Einbeziehung innerhalb eines Jahres nach ihrer Ausgabe erfolgt.

4.3 Die Verwaltungsgesellschaft darf für einen Teilfonds nur zur Währungskurssicherung von Vermögensgegenständen, die nicht in der Fondswährung gehalten werden, Devisenterminkontrakte verkaufen sowie nur Verkaufsoptionsrechte auf Devisen oder Verkaufsoptionsrechte auf Devisenterminkontrakte erwerben, die auf dieselbe Währung lauten. Eine indirekte Absicherung über eine dritte Währung ist unter Verwendung von Devisenterminkontrakten nur zulässig, wenn sie zum Zeitpunkt des Abschlusses dem gleichen wirtschaftlichen Ergebnis wie bei einer Direktabsicherung entspricht und gegenüber einer Direktabsicherung keine höheren Kosten entstehen. Devisenterminkontrakte und Kaufoptionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte dürfen im Falle schwebender Verpflichtungsgeschäfte nur erworben werden, soweit sie zur Erfüllung des Geschäftes benötigt werden. Die Verwaltungsgesellschaft wird von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wenn und soweit sie dies im Interesse der Anteilhaber für geboten hält.

#### 5. Anlagebeschränkungen

Die Verwaltungsgesellschaft darf für keinen Teilfonds:

a) mehr als 20% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens in Anteilen ein- und desselben Investmentvermögens anlegen;  
b) mehr als 10% der ausgegebenen Anteile eines Investmentvermögens erwerben, wobei für alle Teilfonds insgesamt nicht mehr als 40% der ausgegebenen Anteile eines Investmentvermögens mit Sitz außerhalb des Großherzogtums Luxemburg erworben werden dürfen;

c) in Investmentanteilen anderer OGA investieren, die mehr als 5% ihres Netto-Fondsvermögens in Investmentanteilen anderer OGA anlegen dürfen, es sei denn, dass diese Anteile nach den Vertragsbedingungen oder der Satzung des OGA anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen;

d) Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;

e) irgendwelche Vermögenswerte verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen gemäß (i);

f) Leerverkäufe von Vermögenswerten tätigen oder Call-Optionen auf Vermögenswerte verkaufen, welche nicht zum Fondsvermögen gehören;

g) Waren oder Warenkontrakte sowie Kunstgegenstände, Antiquitäten und dergleichen erwerben oder verkaufen;

h) Edelmetalle oder Edelmetallzertifikate erwerben;

i) Kredite aufnehmen, es sei denn für kurze Zeit bis zur Höhe von 10% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens des betreffenden Teilfonds und mit Zustimmung der Depotbank zu den Darlehensbedingungen;

j) in Immobilien anlegen;

k) in Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds investieren sowie andere Wertpapiere erwerben.

Bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (Umbrella-Fonds) beziehen sich die unter Buchstaben a) und b) geregelten Anlagegrenzen jeweils auf einen Teilfonds. Das Fondsvermögen eines Teilfonds darf jedoch nicht übermäßig konzentriert in Anteilen von Teilfonds eines einzigen anderen Umbrella-Fonds angelegt werden.

6. Die einzelnen Teilfonds unterscheiden sich durch die Art der OGA, deren Anteile für den Teilfonds erworben werden dürfen, und durch den Anteil des jeweiligen Netto-Fondsvermögens, der höchstens in Anteilen der jeweiligen Art gehalten werden darf, sowie durch den Umfang, in dem Investmentanteile von OGA mit Sitz außerhalb des Großherzogtums Luxemburg erworben werden dürfen. Dies wie auch die Grundsätze, nach denen die zu erwerbenden Investmentanteile ausgewählt werden, wird im Verkaufsprospekt bestimmt.

7. Die Verwaltungsgesellschaft kann während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach der Zulassung des Fonds von den in diesem Artikel vorgesehenen Grenzen unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung abweichen.

Werden die in diesem Artikel genannten Grenzen unbeabsichtigt überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber anzustreben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Verfügungen treffen und mit Einverständnis der Depotbank Änderungen der Anlagebeschränkungen und anderer Teile des Verwaltungsreglements vornehmen sowie weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, wo Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

### **Art. 5. Währung und Anteilwertberechnung**

1. Das Netto-Fondsvermögen des Fonds lautet auf Euro («Referenzwährung»). Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Verkaufsprospekt festgelegte Währung, in welcher der jeweilige Teilfonds aufgelegt wird.

Der Anteilwert wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem Tag, der zugleich Börsentag in Luxemburg und Frankfurt am Main ist («Bewertungstag»), berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile an diesem Teilfonds.

Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen des Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet.

2. Das Netto-Fondsvermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- a) Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- b) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.
- c) Falls für die unter Buchstabe a) genannten Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rcknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren Bewertungsregeln festlegt.
- d) Alle nicht auf die Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rcknahmeantragen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen eines Teilfonds befriedigt werden können, den Anteilwert nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank auf der Basis der Preise des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie die erforderlichen Verkäufe von Investmentanteilen tatsächlich vornimmt.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes eines Teilfonds zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere während der Zeit, in der die Rcknahmepreise eines erheblichen Teils der Investmentanteile in dem Teilfonds nicht verfügbar sind, sowie in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Anlagen des Teilfonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekaufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung bzw. Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern veröffentlichen, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, sowie allen Anteilinhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

### **Art. 6. Fondsanteile**

1. Fondsanteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds und lauten auf den Inhaber.
2. Fondsanteile werden durch Globalurkunden verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.
3. Alle Fondsanteile desselben Teilfonds (hiernach auch «Anteile») haben gleiche Rechte.
4. Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie die Vornahme von Zahlungen auf Anteile erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie über jede im Verkaufsprospekt des Fonds bezeichnete Zahlstelle.

### **Art. 7. Ausgabe von Anteilen**

1. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben.
2. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements zuzüglich einer Verkaufsprovision zugunsten der Vertriebsstellen von bis zu 5,26% des Anteilwertes. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebslandern anfallen. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in Luxemburg zahlbar.
3. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz eines Teilfonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.
4. Zeichnungsantrage, welche bis 17.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Später eingehende Zeichnungsantrage werden auf der Grundlage des Anteilwertes des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.
5. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und auf den Zeichner in entsprechender Höhe übertragen.
6. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsantrage eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.
7. Sparpläne werden nicht angeboten.

### **Art. 8. Rücknahme und Umtausch von Anteilen**

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Rücknahmepreis zu verlangen. Die Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements. Die Zahlung des Rcknahmepreises erfolgt zwei Bankarbeitstage nach dem entsprechenden Bewertungstag in Luxemburg.

2. Rücknahmeanträge, welche bis 17.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Anteilwert des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Später eingehende Rücknahmeanträge werden zum Anteilwert des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte dieses Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Anteile an einem Teilfonds können in Anteile eines anderen Teilfonds umgetauscht werden. Der Tausch der Anteile erfolgt auf der Grundlage des entsprechend Absatz 2 maßgeblichen Anteilwertes der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision von bis zu 1,00% des Anteilwertes der Anteile des Teilfonds, in die umgetauscht werden soll. Die Umtauschprovision wird zugunsten der Vertriebsstellen erhoben. Ein sich aus dem Tausch ergebender Restbetrag wird an die Anteilinhaber ausbezahlt, sofern dieser Restbetrag den im Verkaufsprospekt genannten Mindestbetrag übersteigt.

### **Art. 9. Ausgaben des Fonds**

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds ein Entgelt für die Tätigkeit als Verwaltungsgesellschaft von jährlich bis zu 1,20% («Verwaltungsvergütung»), das anteilig monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds eine Vergütung zugunsten der Vertriebsstellen von jährlich bis zu 1,50% («Vertriebsprovision»), die anteilig monatlich nachträglich auf das Netto-Fondsvermögen zu berechnen und auszuzahlen ist.

3. Die Depotbank hat gegen das Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds Anspruch auf die mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarten Honorare, welche folgende Höchstgrenzen nicht überschreiten dürfen:

- ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank in Höhe von jährlich bis zu 0,10%, das anteilig monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist;

- Bearbeitungsgebühren für jede Transaktion für Rechnung des jeweiligen Teilfonds in Höhe der in Luxemburg banküblichen Gebühren;

- Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung Dritter gemäß Artikel 3 Absatz 3 des Verwaltungsreglements mit der Verwahrung von Investmentanteilen des Teilfonds entstehen sowie sämtliche anderen ausgelegten Spesen.

4. Der Fonds trägt daneben folgende Kosten:

- alle Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Erträge und Aufwendungen zu Lasten des Fonds erhoben werden;

- die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallenden Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen für die in Artikel 2 Absatz 5 des Verwaltungsreglements bezeichneten Investmentanteile;

- Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber handeln;

- die Honorare der Wirtschaftsprüfer;

- die Kosten für Devisenkurssicherung;

- die Kosten der Vorbereitung, Hinterlegung und Veröffentlichung dieses Verwaltungsreglements sowie anderer Dokumente, die den Fonds betreffen wie z.B. Verkaufsprospekte, einschließlich der Kosten der Anmeldungen zur Registrierung oder der schriftlichen Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen werden müssen;

- die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilinhaber in allen notwendigen Sprachen sowie die Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, die gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Reglementen der genannten Behörden notwendig sind;

- die Kosten der Veröffentlichungen an die Anteilinhaber;

- die Gebühren an die jeweiligen Repräsentanten im Ausland sowie sämtliche Verwaltungsgebühren.

Ausgenommen sind die Kosten für Werbung und andere Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen.

5. Die vom Fonds zu tragenden Kosten werden dem einzelnen Teilfonds gesondert berechnet, soweit sie ihn allein betreffen; im übrigen werden diese Kosten den einzelnen Teilfonds im Verhältnis ihres Netto-Fondsvermögens anteilig belastet.

6. Sämtliche Kosten und Entgelte werden zuerst den Erträgen, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen angerechnet.

### **Art. 10. Rechnungsjahr und Abschlussprüfung**

1. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 30. September, erstmals am 30. September 2003.

2. Der Jahresabschluss des Fonds wird von einem Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.



**Art. 11. Ausschüttungspolitik**

1. Die Verwaltungsgesellschaft wird aus den ordentlichen Nettoerträgen auf Anteile der Teilfonds eine jährliche Ausschüttung vornehmen.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter den Gegenwert von 1,25 Millionen Euro sinkt. Ein Ertragsausgleich kann durchgeführt werden.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert wurden, verjähren zugunsten des Teilfonds. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, aber nicht verpflichtet, Ausschüttungsbeträge an Anteilinhaber, die ihr Recht auf Ausschüttung erst nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend machen, auszusahlen.

**Art. 12. Dauer und Auflösung des Fonds**

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

2. Unbeschadet der Regelung gemäß Absatz 1 dieses Artikels kann der Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

3. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;

b) wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;

c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 7 des Verwaltungsreglements bleibt;

d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen Fällen.

4. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung des Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare («Netto-Liquidationserlös») auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von ihr oder der Depotbank ernannten Liquidatoren unter die Anteilinhaber des Fonds nach deren Anspruch verteilen. Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilinhabern eingezogen worden ist, wird, soweit dann gesetzlich notwendig, in Euro umgerechnet und von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag verfällt, wenn er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert wird.

5. Weder die Anteilinhaber noch deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können die Auflösung oder die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

**Art. 13. Verjährung und Vorlegungsfrist**

Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 12 Absatz 4 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

**Art. 14. Änderungen**

Die Verwaltungsgesellschaft kann das Verwaltungsreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

**Art. 15. Veröffentlichungen**

1. Die erstmals gültige Fassung des Verwaltungsreglements sowie Änderungen desselben werden beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt und im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial»), veröffentlicht.

2. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft erfragt werden.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen Verkaufsprospekt, einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

Im Jahres- und Halbjahresbericht gibt die Verwaltungsgesellschaft außerdem an:

- den Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge, die dem Teilfonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Investmentanteilen an anderen OGA berechnet worden sind;

- die Vergütung, die dem Teilfonds von einem anderen OGA (einschließlich dessen Verwaltungsgesellschaft) als Verwaltungsvergütung für die im Teilfonds gehaltenen Investmentanteile berechnet wurde.

4. Die unter Absatz 3 dieses Artikels aufgeführten Unterlagen des Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft erhältlich.

5. Die Auflösung des Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

**Art. 16. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache**

1. Das Verwaltungsreglement unterliegt luxemburger Recht. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines

jeden Landes zu unterwerfen, in welchem Anteile des Fonds öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

3. Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements ist maßgeblich.

#### **Art. 17. Inkrafttreten**

Das Verwaltungsreglement und jegliche Änderung desselben treten am Tag der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes bestimmt ist.

Senningerberg, den 3. September 2002.

INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A.

*Die Verwaltungsgesellschaft*

Unterschriften

Luxembourg, den 3. September 2002.

DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

*Die Depotbank*

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2002, vol. 574, fol. 1, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur ff. (signé): Signature.*

(66977/775/455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2002.

### **DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 6.307.

### **DEXIA NORDIC PRIVATE BANK LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 18-20, avenue Marie-Thérèse.

R. C. Luxembourg B 25.288.

#### **PROJET DE FUSION**

L'an deux mille deux, le neuf septembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Philippe Pasquasy, Fondé de pouvoirs, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 69, route d'Esch, agissant:

a) en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, ayant son siège social à Luxembourg, 69, route d'Esch, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6.307, constituée suivant acte notarié du 8 mars 1856 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 17 juillet 2002, non encore publié au Mémorial,

ci-après dénommée «la société absorbante»,

en vertu d'une résolution du conseil d'administration de ladite société du 14 mai 2002, dont un extrait restera annexé aux présentes.

b) en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme DEXIA NORDIC PRIVATE BANK LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 18-20, avenue Marie-Thérèse, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 25.288, constituée suivant acte notarié en date du 12 décembre 1986, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 42 du 26 mars 1987 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 20 février 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 866 du 11 octobre 2001,

ci-après dénommée «la société absorbée»,

en vertu d'une résolution du conseil d'administration de ladite société du 10 juin 2002, dont une copie certifiée conforme restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire soussigné d'acter en la forme authentique le projet de fusion suivant arrêté par les Conseils d'Administration des deux sociétés:

1) La société anonyme DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG («la société absorbante») dont le siège social est établi à Luxembourg, 69, route d'Esch, entend fusionner avec la société anonyme DEXIA NORDIC PRIVATE BANK LUXEMBOURG S.A. («la société absorbée») dont le siège social est établi à Luxembourg, 18-20, avenue Marie-Thérèse, par absorption de cette dernière par la première.

2) La société absorbante détient la totalité des actions de la société absorbée.

3) Les opérations de la société absorbée seront considérées, du point de vue comptable, comme accomplies au nom et pour le compte de la société absorbante à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

4) Il n'existe pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux ni de porteurs de titres à revenu variable autres que des actions.

5) Il ne sera attribué aucun avantage particulier ni aux membres des conseils d'administration ni aux réviseurs des sociétés qui fusionnent.

Tous les actionnaires de la société absorbante ont le droit de prendre connaissance au siège social de cette dernière, au moins un mois avant que l'opération ne prenne effet entre parties, du projet de fusion, des comptes annuels et des rapports de gestion ainsi que d'un état comptable intermédiaire tel que visé par l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales, documents que la société absorbante s'engage à déposer pendant ledit délai légal à son siège social.

Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante disposant d'au moins cinq pour cent des actions du capital souscrit ont le droit de requérir, pendant le même délai d'un mois, la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

A défaut de convocation d'une telle assemblée ou du rejet de fusion par l'assemblée, la fusion deviendra définitive un mois après la publication au Mémorial du projet de fusion et entraînera de plein droit les effets prévus par l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales, à savoir:

- a) la transmission universelle, tant entre la société absorbée et la société absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante,
- b) la société absorbée cesse d'exister,
- c) l'annulation des actions de la société absorbée.

Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271, paragraphe 2 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Pasquasy, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2002, vol. 14CS, fol. 38, case 9. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société absorbante, sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2002.

F. Baden.

(67811/200/73) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2002.

### **CREDIT SUISSE EQUITY FUND (LUX), Fonds Commun de Placement.**

#### *Änderungen der Vertragsbedingungen des Anlagefonds*

Die oben erwähnte Verwaltungsgesellschaft hat mit Zustimmung der BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A. in ihrer Eigenschaft als Depotbank beschlossen, die Vertragsbedingungen des CREDIT SUISSE EQUITY FUND (LUX) wie folgt zu ändern:

Die zweite Fußnote zur jeweiligen Tabelle im ersten, zweiten, vierten, fünften, achten, dreizehnten, vierzehnten, siebzehnten, zwanzigsten, einundzwanzigsten, zweiundzwanzigsten, dreiundzwanzigsten, vierundzwanzigsten, fünfundzwanzigsten, sechsundzwanzigsten, einunddreißigsten, zweiunddreißigsten, vierunddreißigsten und fünfunddreißigsten Zusatz zu den Vertragsbedingungen betreffend den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Emerging Markets, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Small Cap USA, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Latin America, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Small Cap Japan, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Resources, Credit Suisse Equity Fund (Lux) UK, Credit Suisse Equity Fund (Lux) USA, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Japan Megatrend, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Food, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Internet, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Media, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Telecommunications, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Technology, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Biotech, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Leisure, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Energy, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Global Industrials, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities Japan und Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities USA wird durch den Einschub «und 'H'» zwischen «Klasse 'B'» und «erhältlich» ergänzt.

In der Überschrift des sechsten Zusatzes zu den Vertragsbedingungen betreffend den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Small + Mid Cap Germany werden die Wörter «+ MID» gestrichen.

Die ersten vier Abschnitte des sechsten Zusatzes zu den Vertragsbedingungen betreffend den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Small + Mid Cap Germany (jetzt: Credit Suisse Equity Fund (Lux) Small Cap Germany) werden wie folgt neu gefasst:

«Dieser Subfonds strebt ein über dem breiten Markt liegendes, möglichst hohes Kapitalwachstum in Euro durch Anlage von mindestens zwei Dritteln des Vermögens des Subfonds in kleineren Gesellschaften, die ihren Sitz in Deutschland haben oder den überwiegenden Teil ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit dort ausüben, an.

Als kleinere Gesellschaften gelten alle Unternehmen, deren Marktkapitalisierung zum Zeitpunkt der Anlage weniger als 3 Milliarden Euro beträgt.

Das Vermögen wird nach dem Grundsatz der Risikoverteilung in Aktien, aktienähnlichen Wertpapieren, Partizipations-scheinen und Genussscheinen angelegt. Ferner darf der Subfonds in begrenztem Umfang (nicht mehr als 30% des gesamten Vermögens des Subfonds) in Gesellschaften mit einer Marktkapitalisierung von mehr als 3 Milliarden Euro sowie in Wandel- und Optionsanleihen jedwelter Währung anlegen.

Der Erwerb von Wandel- und Optionsanleihen sowie von Optionsscheinen anderer Emittenten ist dann erlaubt, wenn die damit verbundenen Rechte den Inhaber zum Bezug von Aktien von Gesellschaften mit Sitz in Deutschland berechtigen, die eine Marktkapitalisierung von weniger als 3 Milliarden Euro aufweisen.»

In die jeweilige Tabelle im vierunddreißigsten und fünfunddreißigsten Zusatz zu den Vertragsbedingungen betreffend den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities Japan und Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities USA wird die folgende Zeile nach der Zeile betreffend die Anteilklasse 'D' (dritte Zeile) neu eingefügt:

'H'	EUR	n/a	10,- EUR	5,00%	1,92%	n/a
-----	-----	-----	----------	-------	-------	-----

In die jeweilige Tabelle im dreiunddreißigsten, vierunddreißigsten und fünfunddreißigsten Zusatz zu den Vertragsbedingungen betreffend den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities Europe, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities Japan und Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities USA wird der in der Zeile betreffend die 'I'-Klasse (4. Zeile, bzw. 5. Zeile) enthaltene Satz der Verwaltungsgebühr (6. Spalte) von «0,70%» durch «0,90%» ersetzt.

Die erste Fußnote zur jeweiligen Tabelle im vierunddreißigsten und fünfunddreißigsten Zusatz zu den Vertragsbedingungen betreffend den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities Europe, Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities Japan und Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities USA wird durch den Einschub «'H'» zwischen «'D'» und «'I'» ergänzt.

Zwischen der dritten und vierten Fußnote zur jeweiligen Tabelle im vierunddreißigsten und fünfunddreißigsten Zusatz zu den Vertragsbedingungen betreffend den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities Japan und Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities USA wird eine weitere Fußnote mit dem folgenden Wortlaut eingeschoben: «Das Fremdwährungsrisiko der in Euro aufgelegten Klasse 'H' wird gegen den Euro weitgehend abgesichert.»

Nach dem fünfunddreißigsten Zusatz zu den Vertragsbedingungen betreffend den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Opportunities USA wird ein neuer Zusatz eingefügt, dessen Text wie folgt lautet:

Credit Suisse Equity (Lux) Corporate Insight - sechsdreißigster Zusatz zu den Vertragsbedingungen

Innerhalb dieses Subfonds soll eine möglichst hohe Kapitalrendite in US-Dollar durch weltweite Anlagen erzielt werden.

Dabei müssen mindestens zwei Drittel des Nettofondsvermögens gemäss dem Prinzip der Risikoverteilung in Aktien und aktienähnlichen Wertpapieren (Gewinnanteilscheine, Dividendenberechtigungsscheine usw.), im Sinne des Artikels 40 (1) des Gesetzes vom 30. März 1988 bezüglich der Organismen für gemeinsame Anlagen, investiert werden. Die Auswahl basiert dabei auf der Auswertung der veröffentlichten Börsen-Transaktionen (Kauf- und Verkaufstransaktionen) der Eigentümer, Vorstände, leitenden Mitarbeiter, Mitglieder der Kontrollorgane von Unternehmen sowie anderer Personen, welche gesetzlichen Meldepflichten unterliegen. Die Auswahl der Anlage erfolgt unabhängig von der Marktkapitalisierung (Micro, Small, Mid, Large Caps), dem Sektor oder der geographischen Lage der Unternehmen. Dies kann zu einer geographischen oder einer sektorspezifischen Konzentration führen

Darüber hinaus kann der Subfonds in begrenztem Umfang (bis zu 30% des Fondsvermögens) in Wandelanleihen, Optionsanleihen, festverzinsliche Wertpapiere und Optionsscheine auf Wertpapiere oder in geldmarktnahe Anlagen mit Wertpapiercharakter weltweit und währungsunabhängig investieren.

Die Referenzwährung des Subfonds ist der US-Dollar.

Erfolgsbezogene Zusatzentschädigung («Performance Fee»)

Neben der Verwaltungsgebühr steht der Verwaltungsgesellschaft für den Credit Suisse Equity Fund (Lux) Corporate Insight eine erfolgsbezogene Zusatzentschädigung («Performance Fee») zu, welche auf Basis der Nettoinventarwerte der jeweiligen Anteilklasse errechnet wird.

Die Berechnung der Performance Fee und der erforderlichen Rückstellungen erfolgt auf täglicher Basis. Eine Performance Fee fällt immer dann an, wenn die tägliche prozentuale Wertentwicklung des Nettoinventarwertes einer Anteilklasse die täglich berechnete «Hurdle», welcher einer Verzinsung von 8% p.a. während der gesamten Lebensdauer dieses Subfonds entspricht, übersteigt. Der Ausgangswert zur Bestimmung der Hurdle, für die Performance Fee, ist der Erstausgabepreis.

Liegt der Nettoinventarwert einer Anteilklasse über dem täglichen Hurdle-Wert, so wird auf die Differenz zwischen Hurdle-Wert und Nettoinventarwert der Anteilklasse eine zwanzigprozentige Performance Fee (bezogen auf den letzten Nettoinventarwert des vorangehenden Bewertungstages) belastet. Die Berechnung der Performance Fee erfolgt dabei auf den aktuell im Umlauf befindlichen Anteilen der jeweiligen Klasse.

Bei der Berechnung der Performance Fee kommt zusätzlich ein Mechanismus (sog. High Watermark-Prinzip) zur Anwendung, welcher beinhaltet, dass eine Performance Fee immer nur dann erhoben werden kann, wenn der Nettoinventarwert der jeweiligen Anteilklasse einen neuen Höchstwert über der Hurdle erreicht hat.

D.h. jeder vorangegangene Rückgang des Nettoinventarwertes pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse muss durch eine erneute Zunahme über den letzten Höchstwert, welcher über dem aktuellen Hurdle-Wert liegen muss, ausgeglichen werden.

Die Zahlung der gemäss obiger Methode in einem Quartal berechneten und täglich zurückgestellten Beträge der Performance Fee erfolgt jeweils per Anfang des folgenden Quartals.

Eine Rückerstattung dieser Performance Fee ist auch dann nicht vorgesehen, wenn der Nettoinventarwert nach Belastung der Performance Fee wieder fällt.

Wenn der Nettoinventarwert der jeweiligen Anteilklasse den Hurdle-Wert zum ersten mal übersteigt wird die Performance Fee wie folgt berechnet:

(Aktueller Nettoinventarwert - Aktueller Hurdle-Wert) X 20%=Performance Fee

Wenn der Nettoinventarwert der jeweiligen Anteilklasse einen neuen Höchstwert erreicht, und dieser gleichzeitig über dem aktuellen Hurdle-Wert liegt, wird die Performance Fee wie folgt berechnet:

(Aktueller Nettoinventarwert - letzter Höchstwert) X 20%=Performance Fee

Wenn der Nettoinventarwert der jeweiligen Anteilklasse unter dem aktuellen Hurdle Wert und unter dem letzten Höchstwert liegt so wird keine Performance Fee belastet.

Anteile des Credit Suisse Equity Fund (Lux) Corporate Insight werden wie im gültigen Verkaufsprospekt und in dem betreffenden Zusatz zu diesem Prospekt näher beschrieben, zu den nachfolgenden Bedingungen ausgegeben:

Anteil- klasse	Währung	Mindestbestand	Erstausgabepreis	Maximale Erstausgabegebühr	Verwaltungsgebühr (pro Jahr)	Anleger- betreuungsgebühr
'B'	USD	n/a	10,- USD	5,00%	2,00%	n/a
'D'	USD	10 Anteile	1.000,- USD	n/a	0,08%	n/a
'H'	EUR	n/a	10,- EUR	5,00%	2,00%	n/a
'I'	USD	3.000.000,- USD	1.000,- USD	3,00%	1,00%	n/a
'T'	USD	10.000,- USD	1.000,- USD	n/a	2,00%	0,90%

- Fondsanteile der Klassen 'B', 'D', 'I', 'H' und 'T', die gegenwärtig vom Fonds aufgelegt werden, bestehen aus thesaurierenden Anteilen.

- Zertifizierte Inhaberanteile sind nur für die Klasse 'B' und 'H' erhältlich.

- Anteile der Klasse 'D' können nur von solchen Anlegern erworben werden, die einen Vermögensverwaltungsvertrag mit einer Geschäftseinheit der CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT abgeschlossen haben.

- Das Fremdwährungsrisiko der in Euro aufgelegten Anteilklasse 'H' wird gegen den Euro weitgehend abgesichert.

- Sind keine Angaben zum Erstausgabepreis gegeben, so können Fondsanteile zum Nettoinventarwert gezeichnet werden (siehe Abschnitt «BETEILIGUNG AM CREDIT SUISSE EQUITY FUND (LUX)») des Verkaufsprospektes.

Die Änderung der Vertragsbedingungen betreffend die Einführung des Credit Suisse Equity Fund (Lux) Corporate Insight tritt fünf Tage nach der Publikation im Mémorial in Kraft.

Alle anderen oben aufgeführten Änderungen der Vertragsbedingungen treten zum 1. November 2002 in Kraft.

Luxemburg, den 20. September 2002.

CREDIT SUISSE EQUITY FUND MANAGEMENT COMPANY

Unterschriften

BROWN BROTHERS HARRIMAN (LUXEMBOURG) S.C.A.

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2002, vol. 574, fol. 62, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(70509/736/128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2002.

### **INTERNATIONAL MANAG'MEN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 76.641.

Suite à une cession de parts sociales par la société NORST EUROPEAN INVEST S.A. à US INTERNATIONAL S.A.H. en date du 25 juillet 2002, le capital social de la société se répartit ainsi qu'il suit:

US INTERNATIONAL S.A.H. S.A. ....	992 parts sociales
Monsieur Eric Berard. ....	248 parts sociales
	1.240 parts sociales

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2002, vol. 571, fol. 76, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59466/720/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

### **INTERNATIONAL MANAG'MEN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 76.641.

Suite à une cession de parts sociales par Madame Murielle Devallez à Monsieur Eric Berard en date du 25 mars 2002 avec transfert de propriété au 15 mai 2002, le capital social de la société se répartit ainsi qu'il suit:

NORST EUROPEAN INVEST S.A. ....	992 parts sociales
Monsieur Eric Berard. ....	248 parts sociales
	1.240 parts sociales

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2002, vol. 571, fol. 76, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59467/720/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

**BETA INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 46.565.

—  
*Extrait de résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 14 mars 2002*

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001.
2. Approbation de la proposition du Conseil sur l'affectation du résultat (EUR 224.328,75): dotation de la réserve volontaire.
3. Les mandats d'administrateur de Messieurs Constantino Millán, Enrique Lucas, José Bonafonte et José Luis Gandía sont reconduits pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire de 2003.  
La démission de Monsieur Rafael Ibañez est acceptée avec effet immédiat.
4. Le mandat du commissaire est reconduit pour une période venant à échéance à l'assemblée ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2002.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2002.

J. Bonafonte  
*Secrétaire de l'assemblée*

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2002, vol. 571, fol. 73, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(59431/000/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**BETA INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 46.565.

—  
Par résolution des administrateurs du 1<sup>er</sup> juillet 2002

- Le Conseil décide de transférer le siège social de la société au 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg effet immédiat.

Cette décision fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 30 juillet 2002.

Pour extrait conforme  
J. Bonafonte  
*Administrateur*

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2002, vol. 571, fol. 73, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(59432/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**BETA INTERNATIONAL MANAGEMENT S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 46.565.

—  
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2002, vol. 571, fol. 73, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(59433/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**AMEX FINANCE (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall.  
R. C. Luxembourg B 77.364.

—  
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2001, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 84, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Il ressort des résolutions de l'associé unique du 24 juillet 2002 que le mandat des gérants a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes au 31 décembre 2002.

Münsbach, le 31 juillet 2002.

*Signature.*

(59473/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**BARCLAYS EUROPEAN INVESTMENTS HOLDINGS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R. C. Luxembourg B 31.438.

Le bilan au 31 décembre 2001 de BARCLAYS EUROPEAN INVESTMENTS HOLDINGS, enregistré à Luxembourg, vol. 571, fol. 69, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2002.

STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

(59443/051/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**GUS LUXEMBOURG INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 75.782.

Le bilan au 15 novembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2002, vol. 571, fol. 12, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2002.

*Pour la Société*

Signature

(59444/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**GUS LUXEMBOURG INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 75.782.

Le bilan au 31 mars 2002, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2002, vol. 571, fol. 12, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2002.

*Pour la Société*

Signature

(59445/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**JOSEPH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: 500.000,- LUF.**

Siège social: L-1424 Luxembourg, 15, rue André Duchscher.  
R. C. Luxembourg B 66.009.

*Cession de parts sociales*

- Monsieur Nabil Chelbat, commerçant, demeurant 15, rue André Duchscher, L-1424 Luxembourg, déclare par les présentes céder et transporter sous les garanties ordinaires de fait et de droit, cinq cents (500) parts sociales de la société dont il s'agit à Monsieur Samir Dahmani, commerçant, demeurant 90, rue de Bosnie, B-1060 Saint-Gilles, qui accepte moyennant le prix global de cinq mille euros (5.000,-) somme que le cédant reconnaît avoir reçu du cessionnaire, ce dont bonne et valable quittance.

Le cessionnaire se trouve subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à partir de ce jour.

Le cessionnaire déclare parfaitement connaître les statuts et la situation financière de la société et renonce à toute garantie de la part du cédant.

Toutes les parties intéressées au présent contrat déclarent approuver la susdite cession de parts sociales.

Monsieur Samir Dahmani, agissant en sa qualité de gérant de la société, déclare tenir au nom de la société la susdite cession de parts sociales comme dûment signifiée.

Fait à Luxembourg, le 3 mai 2002.

S. Dahmani / N. Chelbat / S. Dahmani

*Cessionnaire / Cédant / Gérant*

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 82, case 12. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur ff.(signé):* Signature.

(59417/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**JOSEPH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**  
**Capital social: 500.000,- LUF.**  
 Siège social: L-1424 Luxembourg, 15, rue André Duchscher.  
 R. C. Luxembourg B 66.009.

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 mai 2002*

L'an deux mille deux, le trois mai à dix heures, les associés se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du gérant.

Est présent:

1) Monsieur Nabil Chelbat..... pour 500 parts de 1.000,- LUF  
 soit 500 parts de 1.000,- LUF

La totalité des parts composant le capital social (500) est représentée, et Monsieur Nabil Chelbat en sa qualité de gérant technique, préside la séance. Il constate que conformément à la législation en vigueur sur les sociétés, l'Assemblée peut valablement délibérer à la majorité de la moitié des parts sociales.

*Ordre du jour:*

Le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

- Démission de Monsieur Nabil Chelbat, demeurant à L-1424 Luxembourg, 15, rue André Duchscher, de sa qualité de gérant technique.
- Nomination de Monsieur Samir Dahmani, demeurant à B-1060 Saint-Gilles, 90, rue de Bosnie, aux fonctions de gérant technique.

Le Président met aux voix les résolutions figurant sur l'ordre du jour:

*Première résolution*

Démission de Monsieur Nabil Chelbat, demeurant à L-1424 Luxembourg, 15, rue André Duchscher, de sa qualité de gérant technique.

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

*Deuxième résolution*

Nomination de Monsieur Samir Dahmani, demeurant à B-1060 Saint-Gilles, 90, rue de Bosnie, aux fonctions de gérant technique.

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le Président lève la séance.

Le présent procès-verbal est composé d'une feuille et dressé en un exemplaire original figurant dans le Registre d'Assemblées Générales. Après lecture, il est signé par les Associés composant l'Assemblée.

N. Chelbat / S. Dahmani

Associé / Nouveau gérant

Enregistré à Luxembourg, le 1er août 2002, vol. 571, fol. 82, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff.(signé): Signature.

(59418/000/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

**CATOC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6735 Grevenmacher, 2A, rue Prince Henri.  
 R. C. Luxembourg B 60.006.

*Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2002*

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes étant venus à échéance, l'assemblée générale décide de renouveler ces mandats pour une durée d'une année.

Les mandats expireront à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2003.

*Conseil d'Administration:*

Monsieur Jos Hein, demeurant à L-6660 Born, Schlassstross 1, Président  
 Madame Henriette Hein-Lies, demeurant à L-6660 Born, Schlassstrooss 1  
 Madame Betty Nagornoff-Hein, demeurant à L-6794 Grevenmacher, 10, route du Vin  
 Monsieur Mike Hein, demeurant à L-6660 Born, Schlassstross 8  
 Monsieur Carlo Hein, demeurant à L-6686 Mertert, 35, rue de Wasserbillig

*Commissaire aux comptes*

LUX-FIDUCIAIRE avec siège social à L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste Zithe.

Le 21 mai 2002.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2002, vol. 571, fol. 75, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59489/680/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2002.



**BURBERRY LUXEMBOURG INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 75.783.

—  
Le bilan au 31 mars 2002, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2002, vol. 571, fol. 12, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2002.

Pour la Société

Signature

(59446/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**BRAZAC HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 75.973.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une décision du Conseil d'Administration que suite à la démission de Monsieur Mario Fabrini, Monsieur David De Marco, Directeur de Sociétés, demeurant à L-Steggen, a été coopté administrateur avec effet au 25 juillet 2002. Monsieur David De Marco terminera le mandat de son prédécesseur.

La prochaine assemblée générale des actionnaires ratifiera cette cooptation.

Déposé aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2002.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59447/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**RESORTS ESTATE INVESTMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 80.708.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:

CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 30 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59448/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**FIDESSA (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1725 Luxembourg, 33, rue Henri VII.  
R. C. Luxembourg B 57.196.

Acte Constitutif publié à la page 4795 du Mémorial C n° 100 du 3 mars 1997 modifié à la page 34440 du Mémorial C n° 718 du 4 septembre 2001.

—  
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Dercksen

Administrateur

(59474/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**H.H. AGENCY INTERNATIONAL S.A. HYGIENE AND HEALTH, Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 78.863.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:

CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59449/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**VILLA VERDE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6912 Roodt/Syre, 1, route de Grevenmacher.

—  
STATUTS

L'an deux mille deux, le trois juillet.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A comparu:

- Madame Karin Kirch, fleuriste, demeurant à L-6212 Consdorf, 26, rue Hicht.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par la présente:

**Titre I<sup>er</sup>.- Objet - Raison sociale - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société prend la dénomination de VILLA VERDE, S.à r.l.

**Art. 3.** La société a pour objet l'achat, la vente, en gros et au détail, l'importation et l'exportation, le commerce de fleurs, plantes, d'articles de plein air, d'art de la table et de décoration.

La société pourra emprunter et se porter caution pour d'autres personnes physiques et morales.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Roodt/Syre.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

**Titre II.- Capital social - parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, entièrement libérées.

Toutes les parts sociales ont été souscrites par Madame Karin Kirch, fleuriste, demeurant à L-6212 Consdorf, 26, rue Hicht.

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

**Art. 7.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

### **Titre III.- Administration et Gérance**

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 10.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 11.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

**Art. 12.** Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

**Art. 15.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 16.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

**Art. 17.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

### **Titre IV.- Dissolution - Liquidation**

**Art. 18.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

### **Titre V.- Dispositions Générales**

**Art. 19.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

#### *Disposition transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2002.

#### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, à environ sept cents euros.

#### *Résolutions prises par l'associé unique*

Et aussitôt, la comparante, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social est établi à L-6912 Roodt/Syre, 1, route de Grevenmacher.
- 2.- Est nommée gérante technique et administrative de la société:
  - Madame Karin Kirch, fleuriste, demeurant à L-6212 Consdorf, 26, rue Hicht.
- 3.- La société est engagée par la signature individuelle de la gérante.

Le notaire instrumentant a rendu attentif la comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: K. Kirch, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 juillet 2002, vol. 519, fol. 57, case 9. – Reçu 125 euros.

*Le Receveur (signé): G. Schlink.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 1<sup>er</sup> août 2002.

J. Seckler.

(59349/231/100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

**MELBOURNE S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 79.079.

## EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 24 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59450/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

**LAUMANS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen.

## STATUTS

L'an deux mille deux, le douze juillet.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Gerhard Nellinger, conseiller, demeurant à L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen.
  - 2.- La société civile FIDUCIAIRE DE TRÈVES, ayant son siège social à L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen, ici dûment représentée par son gérant Monsieur Gerhard Nellinger, préqualifié.
- Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de LAUMANS INVESTMENTS S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option, d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement; faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

La société a également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'activité d'émission de factures et décomptes ainsi au recouvrement de créances pour son propre compte ainsi que l'importation et l'exportation de biens de consommation.

Elle peut agir par elle-même ou par l'intermédiaire de tiers.

La société peut également prendre des participations par souscription, apport, association, fusion ou de toute autre manière dans toutes sociétés ou firmes et en général, elle peut faire toutes opérations commerciales ou acquérir des biens mobiliers ou immobiliers, directement ou indirectement afin de valoriser la société.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), divisé en trente et une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Les actions sont au porteur.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut dans la mesure et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires et toujours révocable par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 8.** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs nécessaires à la gestion courante de la société; pour tout acte dépassant cette gestion courante l'autorisation de l'assemblée générale est nécessaire, est notamment pour tout transfert de fonds est plus généralement pour toutes actes de disposition qui dépasse les frais de gestion courante.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

#### **Assemblée Générale**

**Art. 14.** L'Assemblée Générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième mercredi du mois de juin à 10.15 heures.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 16.** Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

#### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

**Art. 19.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs.

### Disposition générale

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2002.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2003.

#### Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les actions ont été souscrites de la manière suivante:

1.- Monsieur Gerhard Nellinger, conseiller, demeurant à L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen, une action, .....	1
2.- La société civile FIDUCIARE DE TRÈVES, ayant son siège social à L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen, trente actions, .....	30
Total: trente et une actions .....	31

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

#### Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille deux cent cinquante euros.

#### Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent comme dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - a) Monsieur Gerhard Nellinger, conseiller, demeurant à L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen.
  - b) La société SALO S.A., ayant son siège social à Alofi, 2, Commercial Centre Square, P.O. Box 71 (Niue).
  - c) La société civile FIDUCIAIRE DE TRÈVES, ayant son siège social à L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
 

La société AUTONOME DE REVISION, ayant son siège social à L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen.
- 4.- Les mandats des administrateurs et commissaires prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2008.
- 5.- Le siège social est établi à L-1727 Luxembourg, 39, rue Arthur Herchen.
- 6.- Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'administrateur-délégué.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Nellinger, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 juillet 2002, vol. 519, fol. 64, case 9. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 1<sup>er</sup> août 2002.

J. Seckler.

(59354/231/163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

**ANSEDONIA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 52.027.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59451/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**POWERCOM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 65.218.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 29 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59452/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**FORTIS LUXEMBOURG-IARD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 30.414.

—  
*Procès-verbal du Conseil d'Administration du 20 juin 2002*

Le Conseil d'Administration de la société anonyme FORTIS LUXEMBOURG-IARD s'est réuni à la salle de réunion de FORTIS INTERNATIONAL, 15<sup>e</sup> étage, 21, avenue du boulevard, à B-1210 Bruxelles, en date du 20 juin 2002 à 10.30 heures pour délibérer sur le seul point à l'ordre du jour:

1. Nomination du Directeur Général

Étaient présents à cette réunion:

Messieurs: K. De Schepper, Administrateur  
D. Billemon, Administrateur  
J. Hansoulle, Administrateur

Excusés:

Messieurs: J. De Mey, Administrateur, donnant procuration à K. De Schepper  
C. Basecq, Administrateur  
E. Teysen, Administrateur

*1. Nomination du Directeur Général*

Le Conseil d'Administration, à l'unanimité, nomme comme Directeur Général de la société, Monsieur Dirk Billemon, en remplacement de Monsieur Jacques Hansoulle.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

K. De Schepper / D. Billemon / J. Hansoulle  
Administrateur / Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59462/000/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**VEGOFIN HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 62.441.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59453/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**PAPER STOCK INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 46.138.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59454/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**MEDICAL TRIALS ANALYSIS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 70.480.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59455/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**EURO ASSISTANCE SERVICES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2444 Luxembourg, 14, rue des Romains.  
R. C. Luxembourg B 84.324.

—  
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2002, vol. 571, fol. 71, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

(59465/720/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---



**HOLMES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 47.221.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59456/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**CAVELEN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 74.388.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59457/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**TERVITA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R. C. Luxembourg B 48.542.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59458/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**IBELANGE S.A., Société Anonyme.**

R. C. Luxembourg B 41.064.

—  
La FIDUCIAIRE ET SOCIETE DE GESTION EUROPEENNE S.A., établie et ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 52, rue de la Vallée, a décidé de dénoncer, avec effet au 29 juillet 2002, le contrat de domiciliation signé en date du 24 mai 2002, le siège de la société anonyme IBELANGE S.A. (laquelle est inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 41.064).

Luxembourg, le 31 juillet 2002.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 84, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59468/720/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**VOBIS PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 74.737.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2002 que:  
CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes, en remplacement de FIDEI REVISION Société à responsabilité limitée démissionnaire.

Luxembourg, le 25 juillet 2002.

Pour publication

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 83, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59459/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**RESTAURANT DE PEFFERKAER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3340 Huncherange, 49, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 77.277.

—  
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2002, vol. 571, fol. 64, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(59464/720/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**TAXIS & AMBULANCES EMILE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3286 Bettembourg, 4, rue Jean Antoine Zinnen.

R. C. Luxembourg B 80.877.

—  
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2002, vol. 571, fol. 28, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Le Gérant

(59471/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**LES BRASSEURS GOURMANDS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2221 Luxembourg, 273, rue de Neudorf.

—  
*Extrait des résolutions du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juillet 2002*

*Composition du Conseil d'Administration*

Par une Assemblée Générale Extraordinaire datée du 26 juillet 2002, le conseil d'administration de la société LES BRASSEURS GOURMANDS S.A. se compose comme suit:

- Monsieur Paulo Simoes, indépendant, demeurant à L-1857 Luxembourg, 1, rue du Kiem, administrateur-délégué pour le débit de boissons alcooliques et non alcooliques,

- Monsieur Marie-Albert Loutsch, commerçant, demeurant à L-5310 Contern, 15, rue de Moutfort, administrateur-délégué pour l'établissement de restauration.

- Mademoiselle Paula Da Rocha Rodrigues, employée, demeurant à L-2263 Luxembourg, 5, rue Guido Oppenheim.

La société se trouve valablement engagée par la signature co-obligatoire de l'administrateur-délégué, Monsieur Marie-Albert Loutsch, pour l'établissement de la restauration, avec un des autres administrateurs pour toutes les décisions se rapportant à la restauration.

Et,

par la signature co-obligatoire de l'administrateur-délégué, Monsieur Paulo Simoes, pour le débit de boissons alcooliques et non alcooliques avec un des deux autres administrateurs pour toute décision se rapportant au débit de boissons alcooliques et non alcooliques.

Luxembourg, le 26 juillet 2002.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2002, vol. 571, fol. 84, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59469/720/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

**SOLETUDE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. CONFEL, S.à r.l.).**

Siège social: L-5942 Itzig, 3, rue D. Zahren.

L'an deux mille deux, le vingt-cinq juin.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Roger Conrardy, employé privé, demeurant à L-3317 Bergem, 17, Steewee.
- 2.- Madame Marie-France Klein, sans état particulier, demeurant à L-3862 Schiffange, 80, Cité op Soltgen.
- 3.- Monsieur Luc Franck, géologue diplômé, demeurant à L-5770 Weiler-la-Tour, 10, rue des Forges.
- 4.- Monsieur Franck Ligi, licencié en sciences de la terre, demeurant à F-54720 Lexy, 54, rue Mazire.

Lesquels comparants sub. 1 et 2 sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée CONFEL, S.à r.l., avec siège social à L-3317 Bergem, 17, Steewee, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 9 octobre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 263 du 12 avril 2001.

Monsieur Roger Conrardy, prénommé, déclare par la présente céder ses cinquante parts sociales (50) à Monsieur Luc Franck, prénommé, lequel ici présent et ce acceptant, au prix global convenu entre parties, ce prix ayant été fixé à trois mille cent euros (EUR 3.100,-), dont quittance.

Lesdites parts sociales dépendaient de la communauté universelle de biens ayant existé entre les époux Roger Conrardy et Sylvie Ademes suivant contrat de mariage reçu par le Notaire Joseph Kerschen, alors notaire à Luxembourg-Eich, en date du 1<sup>er</sup> septembre 1976. Suite au décès de Madame Sylvie Ademes survenu le 8 mars 2002, la prédictée communauté universelle a été attribuée en totalité à l'époux survivant M. Roger Conrardy.

Madame Marie-France Klein, prénommée, déclare par la présente céder ses cinquante parts sociales (50) à Monsieur Franck Ligi, prénommé, lequel ici présent et ce acceptant, au prix global convenu entre parties, ce prix ayant été fixé à trois mille cent Euro (EUR 3.100,-), dont quittance.

Sur ce, Messieurs Luc Franck et Franck Ligi, prénommés, agissant en tant que seuls associés de la société à responsabilité limitée CONFEL, S.à r.l., ont déclaré au notaire instrumentaire se réunir en assemblée générale extraordinaire, et, à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associés déclarent que la répartition des parts de la société à responsabilité limitée CONFEL, S.à r.l., est dorénavant la suivante:

1.- Monsieur Luc Franck, préqualifié, cinquante parts sociales . . . . .	50
2.- Monsieur Franck Ligi, préqualifié, cinquante parts sociales . . . . .	50
Total: cent parts sociales . . . . .	<u>100</u>

*Deuxième résolution*

Les associés décident de révoquer Madame Sylvie Ademes et Madame Marie-France Klein, comme gérantes.

Ils décident de nommer comme nouveaux gérants:

- Monsieur Luc Franck, prénommé,
- Monsieur Franck Ligi, prénommé,

La société sera valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

*Troisième résolution*

Les associés décident de changer la dénomination de la société en SOLETUDE, S.à r.l.

L'article 1<sup>er</sup> des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de SOLETUDE, S.à r.l.»

*Quatrième résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la société à L-5942 Itzig, 3, rue D. Zahren.

L'article 2 (alinéa 1<sup>er</sup>) des statuts aura désormais la teneur suivante: «Le siège social est établi dans la commune de Hesperange.»

*Cinquième résolution*

Les associés décident de modifier l'article 4 (alinéa 1<sup>er</sup>) comme suit:

«La société a pour objet tous travaux de prestations de services administratifs de bureau, les études et conseils en géologie ainsi que toutes opérations commerciales, financières et industrielles s'y rattachant directement ou indirectement.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de sept cents euros (EUR 700,-).

Dont acte, passé à Munsbach, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. Conrardy, M.-F. Klein, L. Franck, F. Ligi, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2002, vol. 135S, fol. 80, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 juillet 2002.

P. Bettingen.

(59348/202/66) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2002.

---

### **BERENBERG GLOBAL OPPORTUNITY, Fonds Commun de Placement.**

Die BERENBERG LUX INVEST S.A. («Verwaltungsgesellschaft») hat beschlossen, den Zahlstellenvertrag zwischen der BERENBERG LUX INVEST S.A., der BERENBERG BANK - JOH. BERENBERG, GOSSLER & CO. und der DZ BANK INTERNATIONAL S.A. (ehemals DG BANK LUXEMBOURG S.A.) für den BERENBERG GLOBAL OPPORTUNITY vom 7. Januar 2000 aufzuheben. Ab dem 15. September 2002 fungiert somit ausschliesslich die DZ BANK AG DEUTSCHE ZENTRAL-GENOSSENSCHAFTSBANK als Zahlstelle in Deutschland für den BERENBERG GLOBAL OPPORTUNITY.

Luxemburg, im September 2002.

BERENBERG LUX INVEST S.A.

(04430/755/12)

---

### **BERENBERG GLOBAL OPPORTUNITY, Fonds Commun de Placement.**

Die Anteilhaber des BERENBERG GLOBAL OPPORTUNITY - MAGYAR BUDAPEST FUND werden hiermit unterrichtet, dass die BERENBERG LUX INVEST S.A. («Verwaltungsgesellschaft») die nachfolgend näher bezeichneten Änderungen beschlossen hat.

1. Die Anlagepolitik wird geändert und lautet dann wie folgt:

Ziel der Anlagepolitik ist es, den Anlegern die Möglichkeit anzubieten, am Wertzuwachs des ungarischen sowie anderer osteuropäischer Aktienmärkte teilzunehmen. Zu diesem Zweck werden die Investitionen des Teilfonds zu mindestens zwei Drittel in Wertpapiere erfolgen, die an der Budapester Börse oder an einem anderen anerkannten, dem Publikum offenstehenden und regelmäßig stattfindenden geregelten Markt gehandelt werden. Daneben sind Investitionen in Wertpapiere anderer osteuropäischer Staaten möglich.

Ferner kann der Teilfonds in fest und variabel verzinslichen Wertpapieren, Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine Recht auf Wertpapiere geben, und sonstigen festverzinslichen Wertpapieren (einschließlich Zerobonds) investieren, sofern es sich um Wertpapiere nach Artikel 40(1) des luxemburgischen Gesetzes über Organismen für gemeinsame Anlagen (nachstehend das «Gesetz vom 30. März 1988» genannt) handelt. In geringem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich. Soweit Börsen dieser Länder derzeit nicht als regulierte Märkte im Sinne von Artikel 40 des Gesetzes vom 30. März 1988 gelten, ist eine Anlage in solchen Ländern auf 10% des Nettoteilfondsvermögens begrenzt. Direktinvestitionen in Russland werden nicht getätigt. Der Teilfonds ist ermächtigt, bis zu 5% seines Fondsvermögens in Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) des offenen Investmenttyps im Sinne der Investmentrichtlinie der Europäischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 1985 (85/611/EG) zu investieren. Des weiteren kann der MAGYAR BUDAPEST FUND bis zu 15% seines Nettovermögens in börsennotierte Aktien von geschlossenen Branchen- oder Länderfonds erwerben, die hinsichtlich Risikostreuung und Anlagerichtlinien mit nach Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 aufgelegten Investmentfonds vergleichbar sind und denjenigen von MAGYAR BUDAPEST FUND entsprechen.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der MAGYAR BUDAPEST FUND einen Teil seines Vermögens in flüssigen Mitteln und Festgeldern halten. Investitionen in Optionsscheinen auf Wertpapieren sind aufgrund ihrer größeren Volatilität im Vergleich zu den ihnen zugrundeliegenden Titeln, auf die besagte Instrumente sich beziehen, mit gewissen Finanzrisiken verbunden. Der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte ist sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Wertpapiermärkten als auch zur Renditeoptimierung im Rahmen von Artikel 12 des Verwaltungsreglements gestattet, ohne daß hierdurch der Charakter der Anlagepolitik verändert wird. Mit dem Einsatz von Derivaten sind aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden, die in Artikel 12 des Verwaltungsreglements erläutert werden.

2. Die Verwaltungsvergütung wird von 0,4% p.a. auf 0,8% p.a., welche auf das Nettovermögen des Teilfonds am Ende des entsprechenden Kalendermonats berechnet und ausgezahlt wird, angehoben.

3. Die Anlageberatergebühr wird von 0,4% auf 0,7% p.a., welche auf das Nettovermögen des Teilfonds am Ende des entsprechenden Kalendermonats berechnet und gezahlt wird, angehoben.

Die aufgeführten Änderungen treten zum 1. November 2002 in Kraft.

Anteilhaber, die hiermit nicht einverstanden sind, können bis zum 31. Oktober 2002 ihre Anteile kostenfrei in Anteile eines anderen Teilfonds des BERENBERG GLOBAL OPPORTUNITY umtauschen oder an die Verwaltungsgesellschaft zurückgeben.

Luxemburg, im September 2002.

BERENBERG LUX INVEST S.A.

(04431/755/44)

---

**AXXION STRATEGIE F.C.P., Fonds Commun de Placement.**

Die Anteilhaber des AXXION STRATEGIE F.C.P. werden informiert, daß der Verwaltungsrat, im Einklang mit der Depotbank, beschlossen hat den Fonds mit Datum vom 30. September 2002 aufzulösen.

Die Liquidationskosten und Honorare waren ab dem 5. September 2002 in der Berechnung des Nettoinventarwertes inbegriffen.

Der Liquidationserlös wird am 1. Oktober 2002 an die Anteilhaber ausgezahlt. Liquidationserlöse die nicht am 1. Oktober 2002 von den Anteilhaber bei der Depotbank eingezogen worden sind, werden bei der Trésorerie de l'Etat, Caisse de Consignation in Luxemburg für Rechnung der Anteilhaber hinterlegt.

Luxemburg, den 30. September 2002.

(04453/755/12)

*Der Verwaltungsrat / Die Depotbank.*

**YURORANDO INCOME FUND, Fonds Commun de Placement.**

The Board of Directors of BARCLAYS FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (the «Management Company»), acting as management company of YURORANDO INCOME FUND (the «Fund»), has decided to put the Fund into liquidation effective on 30th September 2002, close of business.

Consequently, the net asset value of the Fund has been calculated for the last time on 30th September, 2002 and no issue or redemption requests will be accepted as from that date.

The Management Company, in accordance with the management regulations, will act as liquidator and prepare the liquidation report which will be audited by PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., the auditor of the Fund.

It is intended that the liquidation proceeds will be paid to the shareholders entitled thereto on 17th October, 2002 or as soon as possible thereafter.

(04454/755/13)

*On behalf of the Board of Directors of BARCLAYS FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.*

**LACUNA FCP, Fonds Commun de Placement.**

*Mitteilung an die Anteilhaber des LACUNA FCP - EcoTech New Energy*

Die Verwaltungsgesellschaft hat beschlossen, den Teilfonds LACUNA FCP - EcoTech New Energy aus wirtschaftlichen Gründen zu liquidieren. Die Liquidation wird am 30. Oktober 2002 durchgeführt. Dies geschieht, indem die Vermögensgegenstände realisiert, die Verbindlichkeiten erfüllt und die Reinerlöse aus der Realisation an die Anteilhaber im Verhältnis ihrer Anteilsbeteiligung an diesem Teilfonds verteilt werden. Ab sofort wird kein Anteilskauf, Umtausch und Rücknahme von Anteilen dieses Teilfonds mehr erfolgen.

Die Anteilhaber des Teilfonds können mit Liquidationsabschluß kostenlos in den Teilfonds LACUNA FCP - Index Europa wechseln oder den Liquidationserlös ausgezahlt bekommen. Die Anteilhaber werden gebeten, Ihre Kontoverbindung zwecks Rückzahlung des Liquidationserlöses an die Verwaltungsgesellschaft mitzuteilen.

Luxemburg, im September 2002.

(04463/755/14)

*IPConcept Fund Management S.A.*

**MMW SECURITIES FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R. C. Luxembourg B 25.952.

Notice is hereby given to the shareholders that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of the shareholders of MMW SECURITIES FUND, SICAV (the «Company») will be held at the registered office of the Company on *October 18, 2002* at 2.00 p.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor;
2. Approval of the statement of net assets and of the statement of operations for the fiscal year ended June 30, 2002; decisions as to the allocation of the results for the fiscal year ended June 30, 2002;
3. Discharge of the Directors and of the Statutory Auditor in relation to their activities during the fiscal year ended June 30, 2002;
4. Appointment of the Statutory Auditor;
5. Appointment of the Directors;
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda and decisions at the Annual General Meeting will be taken on a simple majority of the votes cast on the shares present or represented at the meeting.

In order to validly vote on the agenda, the bearer shareholders have to deposit their shares in blocked securities accounts with M. M. WARBURG & CO LUXEMBOURG S.A. until October 14, 2002 at the latest. Evidence must be produced at the meeting by each shareholder with regard to his holding of shares and with regard to the deposit.

I (04395/755/25)

*The Board of Directors.*

**COMPAGNIE FINANCIERE FRANÇAISE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 45.245.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, 3, rue de la Chapelle à L-1325 Luxembourg, le 30 octobre 2002 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
2. Divers.

L'assemblée générale du 3 septembre 2002 n'a pu délibérer valablement sur le point 4 à l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (04441/317/15)

*Le Conseil d'administration.*

---

**KB LUX VENTURE CAPITAL FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 68.614.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE REPORTEE**

de notre société, qui aura lieu le 9 octobre 2002 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises agréé.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001 et affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs.
4. Ratification de la cooptation de Messieurs Rafik Fischer, Jean-Paul Loos et Michel Meert en tant qu'administrateurs de la société.
5. Réélection du Réviseur d'Entreprises agréé pour un nouveau terme de 3 ans.
6. Divers.

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur pour le 4 octobre 2002 au plus tard au siège de KREDIETBANK S.A. Luxembourgeoise, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg. Des procurations sont disponibles au siège de la Sicav.

II (04238/755/23)

*Le Conseil d'administration.*

---

**TRANSMED HOLDING, Société Anonyme.**

Registered Office: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R. C. Luxembourg B 16.574.

The Shareholders are kindly invited to attend in person or by proxy the

**ANNUAL ORDINARY GENERAL MEETING**

to be held on October 9, 2002 at 10.55 a.m. at the registered office with the following agenda:

*Agenda:*

1. Reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2001.
3. Appropriation of results.
4. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor for 2001.
5. Miscellaneous.

In order to attend it, holders of bearer shares must produce the relevant certificates at the general meeting or lodge them in escrow at a bank at least five open days before the meeting.

II (04303/528/17)

*The Board of Directors.*

---

**SATF S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R. C. Luxembourg B 10.609.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra mercredi, le 9 octobre 2002 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2001.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission d'un administrateur et décharge.
6. Nomination d'un nouvel administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2004.
7. Décision sur la continuation de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
8. Divers.

II (04260/528/19)

*Le Conseil d'administration.*

**DEWAPLUS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 22.784.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav DEWAPLUS à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 9 octobre 2002 à 9.30 heures au siège social de la BANQUE DE LUXEMBOURG, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2002
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises
6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès de:

BANQUE DE LUXEMBOURG,  
Société Anonyme,  
Boulevard Royal, 14,  
L-2449 Luxembourg  
BANQUE DEWAAY S.A.,  
Boulevard Anspach, 1,  
B-1000 Bruxelles

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

II (04301/755/28)

*Le Conseil d'Administration.*

**AUBURN INVESTMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R. C. Luxembourg B 57.929.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 11 octobre 2002 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 juin 2002;
- b. rapport du commissaire de Surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 2002;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. divers.

II (04306/045/16)

*Le Conseil d'Administration.*

**CAPITAL INVEST CONVERGING EUROPE UMBRELLA FUND,**  
**Société d'Investissement à Capital Variable (in liquidation).**  
Registered office: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R. C. Luxembourg B 47.220.

Notice is hereby given that an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders of CAPITAL INVEST CONVERGING EUROPE UMBRELLA FUND (the «Corporation») will be held at the registered office in Luxembourg on *9th October 2002* at 11 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. To hear and approve the reports of the liquidator and of the auditor on the liquidation.
2. To grant discharge to the liquidator for the performance of his duties.
3. To grant discharge to the directors in office for the performance of their duties until the date of liquidation.
4. To decide on the close of the liquidation.
5. To decide to keep the records and books of the Company for a time of 5 years at the former registered office.
6. To note that the deposit in escrow of proceeds which could not be distributed to the persons entitled thereto at the close of the liquidation will be deposited with the Caisse des Consignations.

There is no quorum required for this meeting and the resolutions will be passed by a simple majority of the shares represented at the meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. Proxy forms are available upon request at the registered office of the Corporation and should be returned duly completed to the registered office of the Company. To be valid proxies should be received by the Corporation at 4 p.m. on the business date preceding the date of the meeting.

Luxembourg, 20th September 2002.

II (04328/755/25)

*The liquidator.*

**CHANTELOUP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R. C. Luxembourg B 24.636.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le *7 octobre 2002* à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes au 30 juin 2002.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Divers.

II (04394/000/17)

*Le Conseil d'Administration.*